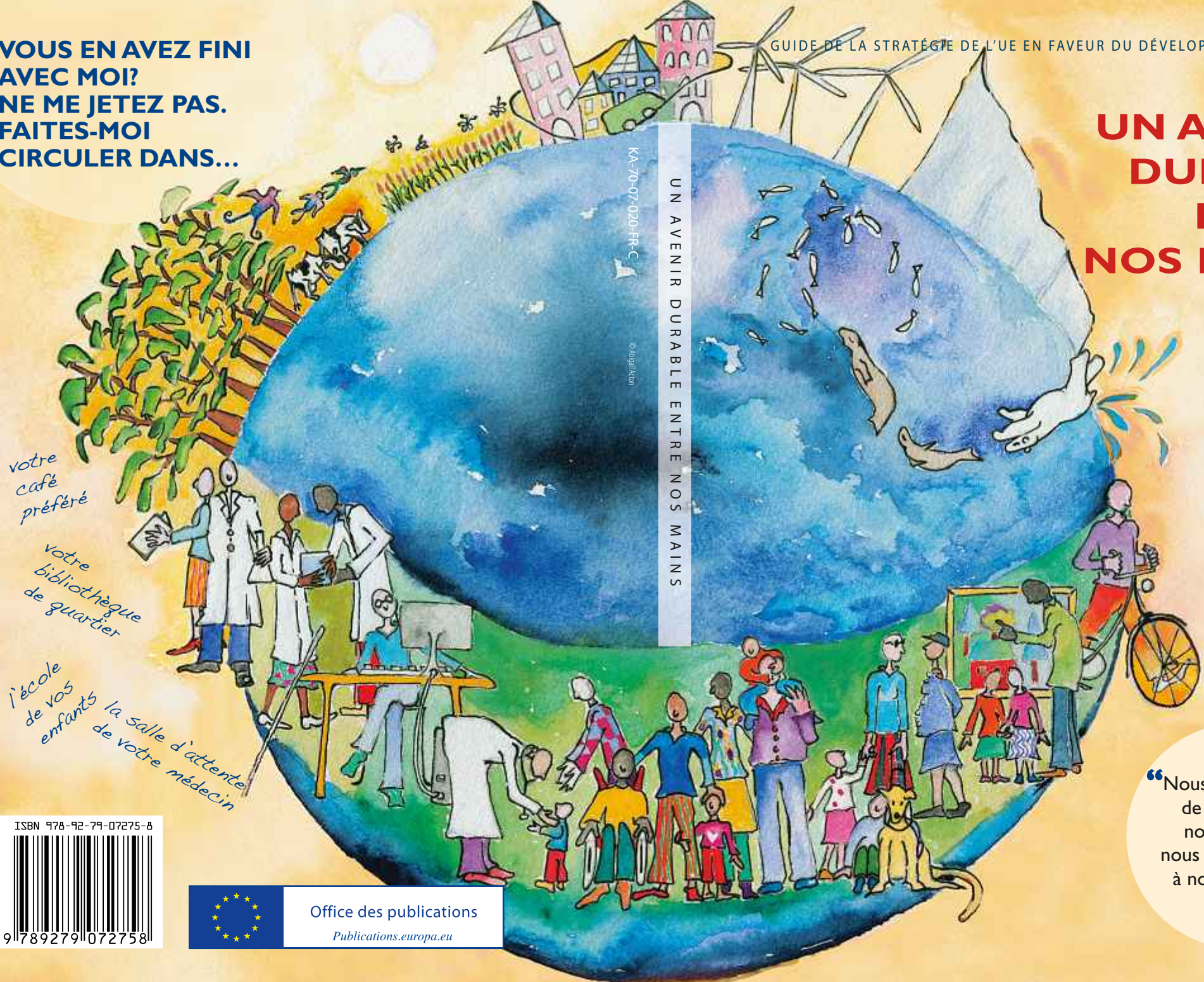


**VOUS EN AVEZ FINI
AVEC MOI?
NE ME JETEZ PAS.
FAITES-MOI
CIRCULER DANS...**

UN AVENIR DURABLE ENTRE NOS MAINS



ISBN 978-92-79-07275-8



9 789279 072758



Office des publications
Publications.europa.eu

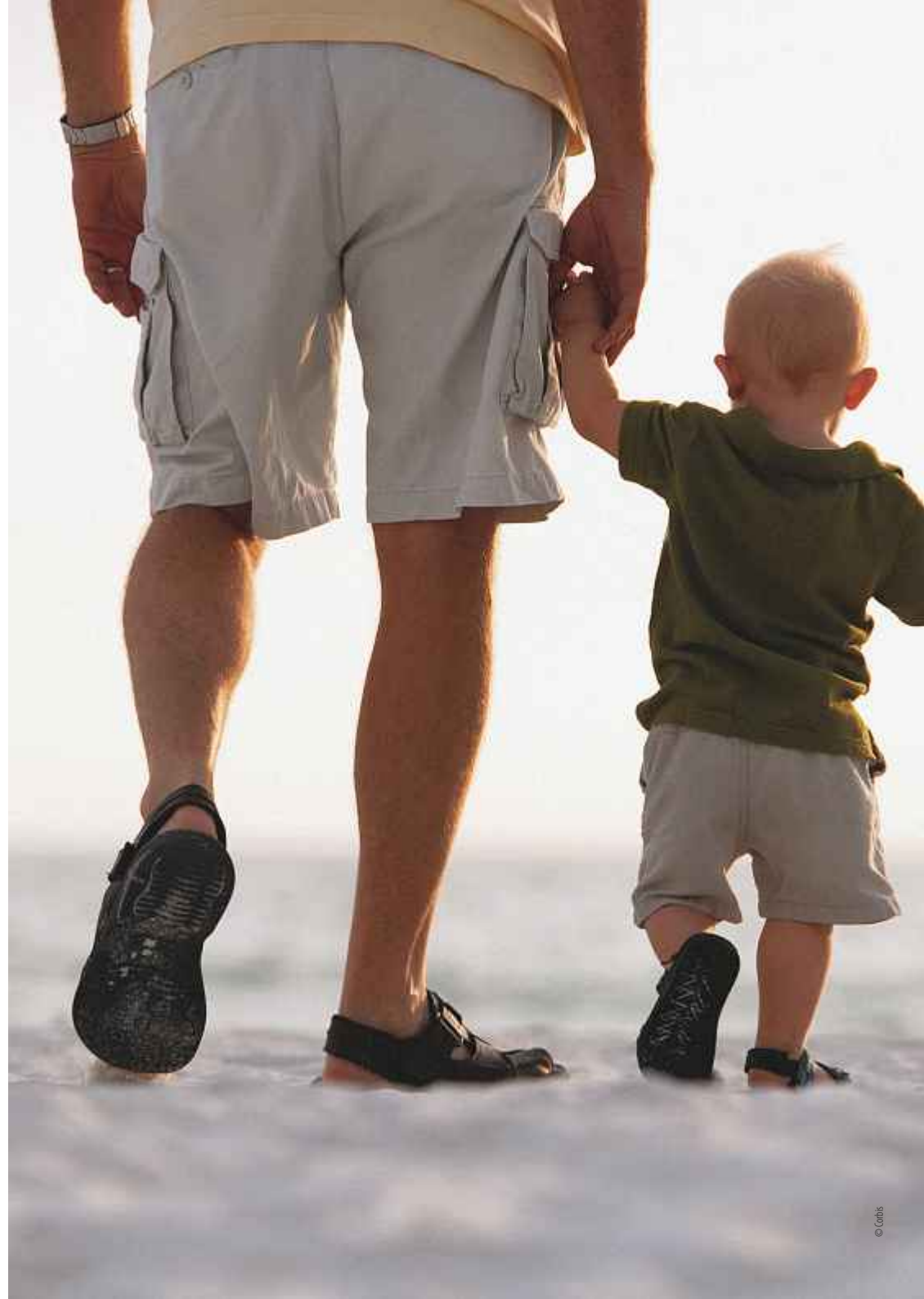
“Nous n’héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l’empruntons à nos enfants.”

Lakota

Comment vous procurer les publications de l'Union européenne?

Vous trouverez les publications de l'Office des publications disponibles à la vente sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>), où vous pourrez passer commande auprès du bureau de vente de votre choix.

Vous pouvez également demander la liste des points de vente de notre réseau mondial par télécopie au (352) 29 29-42758.



UN AVENIR DURABLE ENTRE NOS MAINS



Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2008

Commission européenne
Secrétariat général
B-1049 Bruxelles

ISBN 978-92-79-07275-8

© Communautés européennes, 2008
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Toutes les illustrations © Abigail Acton

Printed in Luxembourg

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE





TABLE DES MATIÈRES

	Introduction générale	05
①	Changement climatique	
	Limiter la casse	11
②	Transport durable	
	Plus facile, plus propre et plus sûr	21
③	Consommation et production	
	Mieux utiliser les ressources de A à Z	27
④	Ressources naturelles	
	Protéger le monde qui nous entoure	35
⑤	Santé publique	
	Santé et bien-être pour tous	43
⑥	Inclusion sociale	
	Impliquer tous les citoyens dans l'avenir de l'Europe	51
⑦	Pauvreté mondiale	
	Comblers le fossé	61
⑧	Politiques transversales	
	Transformer le rêve en réalité	67
⑨	Mise en œuvre et suivi	
	Maintenir le cap	77



INTRODUCTION GÉNÉRALE



Vous êtes préoccupé par le changement climatique? Par le financement de votre pension? Par la pollution atmosphérique? Ou peut-être vous demandez-vous si votre enfant trouvera un emploi décent? Ce ne sont là que quelques exemples de problèmes très concrets auxquels s'intéresse l'Union européenne (UE). Elle travaille pour améliorer la qualité de nos vies et assurer l'avenir de nos enfants. La stratégie de l'UE pour le développement durable touche tous les domaines, de l'abattage des arbres à la façon dont nous traitons nos aînés. En effet, l'avenir de l'Europe dépend de sa capacité à atteindre son triple objectif: la création de richesse, la cohésion sociale et la protection environnementale.

Qu'est-ce que le développement durable?

«Le développement durable signifie que les besoins de la génération actuelle doivent être satisfaits sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.» Il s'agissait du thème principal de la conférence des Nations unies, souvent appelée «Sommet de la terre», organisée à Rio de Janeiro en 1992. C'est là que des dirigeants du monde entier ont signé des conventions sur le changement climatique et la biodiversité. Au terme de ce sommet, ils ont publié une déclaration répertoriant 27 principes sur l'environnement et le développement durable.



Quels sont les objectifs de l'UE?

L'UE possède sa propre stratégie en faveur du développement durable, répondant à la plupart des défis économiques, environnementaux et sociaux identifiés à Rio. Ce document définit sept défis clés:

- Le changement climatique et l'énergie propre
- Le transport durable
- La consommation et la production durables
- La conservation et la gestion des ressources naturelles
- La santé publique
- L'inclusion sociale, la démographie et l'immigration
- La pauvreté mondiale

La nouvelle stratégie européenne pour le développement durable, «nouvelle» car la première version de 2001 a été mise à jour, présente des solutions pour satisfaire nos besoins sans affecter la qualité de vie des générations futures.

En février 2005, la Commission européenne a fait le point sur les progrès réalisés et a conclu que la situation se détériorait. Par conséquent, le Conseil de l'UE a adopté la stratégie en juin 2006 pour tenter d'enrayer les tendances destructrices entraînant l'exploitation des ressources naturelles ainsi que la dégradation environnementale et de prendre des mesures en matière de chômage, d'immigration et de santé publique. En 2007, un rapport intérimaire a été publié. Ce document est disponible sur le site internet du développement durable: http://ec.europa.eu/sustainable/welcome/index_fr.htm.

Le premier objectif spécifique à long terme est de limiter le changement climatique. L'UE fera pression sur ses membres pour qu'ils respectent les engagements signés en 1997 dans le cadre du protocole de Kyoto ainsi que les objectifs plus récents visant à réduire les gaz à effet de serre de 20 % à l'horizon 2020, convenus entre les chefs d'État ou de gouvernement lors du Conseil européen de printemps en mars 2007. La manière d'atteindre ces objectifs fait l'objet d'un large éventail de programmes et de lois.

Bien que ce but reste une priorité absolue, l'accent a aussi été mis sur d'autres thèmes, comme la solidarité entre les générations. La suppression du fossé de la pauvreté est l'un des fils rouges de la stratégie qui présente des pistes de solutions comme l'augmentation de l'emploi, la mise en place d'un système de protection sociale efficace et l'assurance que l'éducation et la formation sont suffisamment flexibles et accessibles pour attirer tous les citoyens.



© Corbis

L'UE est également très préoccupée par le vieillissement de la population; les pensions, les soins de santé et les systèmes de soins à long terme font l'actualité. Pour soutenir le changement démographique, il faut aider les jeunes à travailler, encourager la génération précédente à rester active plus longtemps, faire de l'égalité des sexes une réalité et bien gérer l'immigration.

La santé publique est aussi au centre de l'attention, à l'instar de la sécurité alimentaire et des dangers dus à la présence de produits chimiques dans l'environnement ainsi qu'à la pollution. Les menaces pour notre santé entraînées par nos choix de vie, comme celui de fumer, sont aussi visées par la nouvelle stratégie, de même que notre bien-être général et notre santé mentale.

Une meilleure gestion de nos ressources naturelles s'impose. La lutte pour protéger le monde qui nous entoure comprend de nouveaux programmes de développement rural, une politique de pêche réformée ainsi que des cadres pour l'agriculture biologique et le bien-être animal; elle met aussi l'accent sur la gestion durable des forêts.

Comment l'UE va-t-elle atteindre ses objectifs?

Éducation et formation: la Commission reconnaît l'importance de l'éducation à tout âge et à tout niveau, partout dans l'UE. En 2006, le Parlement et le Conseil ont adopté un programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, d'application de 2007 à 2013. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'objectif général visant à développer les compétences nécessaires à la création d'une Europe moderne et à donner à chacun la chance de jouer un rôle actif au sein de la société.



Recherche et développement: les universités, les instituts de recherche et les entreprises privées ont tous un rôle à jouer pour garantir une croissance économique durable et une protection de l'environnement se renforçant mutuellement. Pour encourager les intellectuels les plus originaux, la Commission a dégagé plus de 50 milliards d'euros pour la période 2007-2013, sous la forme de bourses relevant d'un programme de financement paneuropéen pour la recherche appelé «septième programme-cadre». Elle espère que cela permettra de nouvelles découvertes susceptibles d'aider l'Europe à répondre à ses défis urgents dans les domaines social, environnemental et économique.

Utiliser l'économie pour faire changer les choses: l'UE veut que la prospérité et la croissance profitent à tous, sans détériorer notre monde actuel. Des mesures d'incitation fiscale encourageant les pratiques «propres» et un meilleur ciblage des subventions permettent d'investir là où les effets seront les plus probants. Un glissement de la fiscalité du travail vers l'environnement peut aussi modifier le comportement de la population. À titre d'exemple, le gouvernement suédois a augmenté en 2001 les taxes sur le diesel, le mazout de chauffage et l'électricité, tout en baissant les impôts sur le revenu et les contributions à la sécurité sociale. Grâce à cette démarche, la Suède a pu réduire ses émissions de gaz à effet de serre plus vite que prévu. Au Danemark, une taxe sur les piles nickel-cadmium extrêmement toxiques a amené les clients à utiliser des alternatives plus propres.

Communication: le développement durable est au cœur des actions de l'UE qui met l'accent sur la communication pour maximiser les chances de réussite. À tous les niveaux, les citoyens doivent se rassembler pour échanger leurs expériences quant à l'efficacité des politiques. Les entreprises doivent s'entretenir avec les autorités locales, les gouvernements nationaux avec l'UE et les gouvernements régionaux avec leurs citoyens. Les taxes doivent être expliquées afin que tous les citoyens saisissent la logique sous-jacente des mesures, qu'il s'agisse de projets locaux de recyclage ou de dépenses contre la pauvreté dans le tiers-monde.

Maintenir le cap: les mots doivent se traduire en actions. Depuis 2007, la Commission soumet un rapport intérimaire bisannuel couvrant toutes les actions entreprises au sein de l'UE pour promouvoir le développement durable. D'autres tactiques sont utilisées: s'assurer que les décideurs politiques des différents pays de l'UE s'enrichissent



réciproquement de leurs expériences, partager les informations et développer une série d'indicateurs montrant précisément ce qui marche ou non.

Faire la différence

Ces objectifs ne sont pas des promesses en l'air. Nous sommes bien conscients qu'il est désormais temps de mettre en pratique les mesures exposées dans cette brochure. Pour ce faire, une attaque sur deux fronts s'impose et c'est ici qu'intervient la notion de citoyenneté active.

Mesures législatives, incitations fiscales, pénalités financières pour les pollueurs... Tous ces éléments nous mettent sur la bonne voie vers le développement durable. Mais si nous ne retrouvons pas nos manches pour relever les défis actuels, les générations futures hériteront d'un monde appauvri.

L'objectif de cette brochure est de vous informer des démarches de l'UE et de celles que vous pouvez entreprendre en tant qu'individu. Vous y découvrirez une présentation des mesures prises au niveau européen ainsi que des idées simples et pratiques à appliquer au quotidien. Avec l'UE, faites du développement durable une réalité.





Changement climatique

Limiter la casse



Le changement climatique n'est plus une menace lointaine, c'est désormais une réalité qui s'accélère. Aux quatre coins du monde, de nombreuses régions doivent déjà faire face à une hausse des températures. Actuellement, l'augmentation moyenne à l'échelle mondiale est de 0,76 °C par rapport au début de la révolution industrielle. Cette tendance semble devoir se poursuivre et son impact s'aggraver.

Les Européens ressentent les effets du réchauffement climatique: la fréquence des sécheresses, inondations, vagues de chaleur et feux de forêt s'intensifie. Et ce n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend. Les climatologues du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoient un réchauffement de l'ordre de 4 °C entre 1990 et 2100.

Les phénomènes que nous observons actuellement sont en grande partie dus à l'émission quotidienne de millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère à la suite de la combustion de charbon, de pétrole et de gaz naturel. Ces combustibles fossiles nous fournissent l'énergie dont nous avons besoin pour faire rouler nos voitures, chauffer nos maisons et éclairer nos bureaux. Mais nous sommes assis sur une bombe à retardement. Notre environnement n'en sera pas la seule victime: notre économie et notre société en pâtiront aussi.



Situation sur le terrain

Longtemps considérés comme hypothétiques, les effets du changement climatique sont désormais indubitables. Des hivers plus rudes aux étés caniculaires, nos saisons sont de plus en plus soumises à des extrêmes météorologiques. Onze des douze années les plus chaudes jamais enregistrées sur terre se situent entre 1995 et 2006. Si certains s'en sont réjouis, d'autres en ont beaucoup souffert.

La vague de chaleur caniculaire qui a déferlé sur l'Europe en été 2003 a causé 35 000 décès, dont la moitié environ en France. De nombreux citoyens ont aussi perdu la vie en Allemagne, en Espagne et en Italie. Pour la première fois, des températures dépassant 38 °C ont été enregistrées au Royaume-Uni. Dans les années à venir, ces vagues de chaleur devraient augmenter en fréquence et en intensité. Mais si l'Europe peine déjà à y faire face à l'heure actuelle, qu'en sera-t-il alors? Au XX^e siècle, la température en Europe a augmenté de 0,95 °C contre une moyenne mondiale de 0,76 °C.

Nos saisons ne sont pas seulement plus chaudes et froides, mais aussi plus humides et sèches. Une image contrastée se forme en Europe où le Nord devient plus humide (de 10 à 40 % depuis 1900) et le Sud plus sec (jusqu'à 20 % depuis 1900). Les inondations et les sécheresses qui en découlent ont un impact considérable sur l'agriculture et les sources d'eau. Si les tendances actuelles se poursuivent, la situation ne peut qu'empirer.

L'économie s'en ressent également: les conditions météorologiques extrêmes sont tenues pour responsables de 79 % des pertes économiques dues aux catastrophes. Dans les années 90, on a enregistré en moyenne deux fois plus d'incidents dus à des conditions climatiques désastreuses que dans les années 80.

Des tendances apparaissent aussi au niveau des écosystèmes. Le climat se réchauffant au nord, certaines plantes se déplacent dans cette direction, développant la diversité de certaines régions au détriment d'autres. Certains insectes prennent également la fuite. Les tiques, par exemple, se retrouvent bien plus au nord que par le passé. Par conséquent, les maladies qu'elles véhiculent sont en augmentation dans les pays baltes et en Europe centrale.



L'image des ours polaires sur une banquise en recul dans l'Arctique symbolise souvent les effets du changement climatique mais peu de citoyens sont conscients de la diminution des glaciers européens. Rien qu'en été 2003, 10 % de la masse glacière restant dans les Alpes a été perdue et 75 % des glaciers des Alpes suisses auront probablement disparu d'ici à 2050.

Étant donné l'ampleur de l'impact, seules des actions urgentes peuvent être efficaces. «Le changement climatique est un problème mondial qui requiert des solutions mondiales, pas dans dix ou vingt ans mais dès aujourd'hui», a déclaré M. Barroso, président de la Commission européenne, en visite au Groenland pour observer les effets du réchauffement climatique.

L'Europe est déjà affectée, mais les pays en développement, où le climat est déjà plus chaud et où les populations vivent essentiellement de l'agriculture, en souffriront plus encore.

Le défi est complexe. Actuellement, nos principales sources d'énergie résident dans des réserves limitées de combustibles fossiles dont la régénération nécessite plusieurs millions d'années. Notre consommation actuelle menace de les épuiser. En outre, l'Agence internationale de l'énergie prévoit une augmentation des besoins en énergie de 60 % entre 2000 et 2030.

Sans source d'énergie miraculeuse, l'unique solution consiste à augmenter le rendement et à trouver des alternatives, tout en exploitant pleinement les sources d'énergie renouvelables.



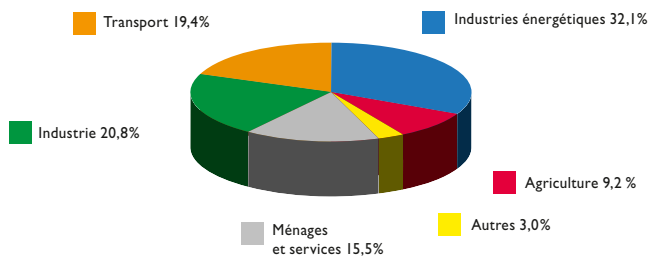
Actions de l'UE

Depuis le milieu des années 90, quand le GIEC a établi pour la première fois un lien clair entre l'activité humaine et le changement climatique, l'UE a intensifié ses efforts pour contrer cette menace. Dans le protocole de Kyoto signé en 1997 par 140 pays, l'EU-15 s'est engagée à réduire d'ici à 2012 ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % par rapport aux niveaux de 1990.

Plus récemment, au Conseil européen du 9 mars 2007, les dirigeants ont convenu d'un paquet de mesures complet instaurant une nouvelle politique intégrée en matière de changement climatique et d'énergie. Cette politique prévaut sur tous les engagements antérieurs et va plus loin. Ses objectifs comprennent:

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE de 20 % d'ici à 2020 et de 30 % si un accord international est conclu.
- L'amélioration de l'efficacité énergétique de 20 % d'ici à 2020.
- L'augmentation de la part des énergies renouvelables à 20 % d'ici à 2020.
- L'augmentation de la part des biocarburants à 10 % dans le transport d'ici à 2020.

Les sources principales d'émissions de gaz à effet de serre au sein de l'UE sont l'énergie, l'industrie et le transport, suivis de près par les ménages et l'agriculture.



Source: Agence européenne pour l'environnement.



© Corbis

L'UE a élaboré en 2000 un **programme européen sur le changement climatique** visant à identifier et développer des solutions ciblées. Après consultation des entreprises, des scientifiques et des organisations non gouvernementales (ONG), ce programme montre comment l'UE peut réduire ses propres émissions (14 % des émissions mondiales). Jusqu'ici, elle a identifié 40 domaines permettant une réduction des émissions européennes atteignant jusqu'à 16 % par rapport à 1990.

Sa réalisation majeure est le **système communautaire d'échange de quotas d'émissions** lancé en 2005. Il s'agit du plus grand système d'échange de quotas d'émissions multinational et multisectoriel au monde. Il permet de respecter les engagements du protocole de Kyoto de 1997 en matière de CO₂ en associant un pays surproducteur à un pays situé en dessous de sa limite. Le pays surproducteur paye pour avoir le droit d'utiliser la capacité excédentaire de l'autre pays: les deux pays ne dépassent donc pas les quotas d'émissions convenus.

Des mesures relevant de la directive «**Écoconception**» sont actuellement élaborées pour s'assurer que des améliorations d'un bon rapport coût/performance sont apportées aux produits les plus énergétiques. Des conditions minimales en matière d'efficacité énergétique seront combinées à un étiquetage plus clair de ces produits. Ainsi, l'amélioration des chaudières et des chauffe-eau pourrait à elle seule entraîner une réduction de 3 % des émissions globales d'ici à 2020 (par rapport à 2004).

Le saviez-vous?

Le recyclage de l'aluminium requiert dix fois moins d'énergie que sa production initiale.

La **directive européenne sur la taxation de l'énergie** découragera les comportements polluants et récompensera les comportements économes en énergie et les activités respectueuses de l'environnement.



© Corbis

Le secteur du transport pourrait aussi atténuer le changement climatique et plusieurs propositions législatives sont examinées, dont les suivantes: inclure l'aviation dans le système d'échange des quotas d'émissions, augmenter la proportion des biocarburants dans le transport, diminuer l'intensité carbone du carburant et restaurer l'équilibre entre les différents modes de transport.

L'UE collabore avec des partenaires clés pour inverser la tendance à la hausse des besoins énergétiques en identifiant et en éradiquant les principales formes de gaspillage d'énergie. De nouvelles technologies doivent être développées pour améliorer l'efficacité de la génération et de la consommation d'énergie. Elles bénéficieront d'un investissement massif grâce au **septième programme-cadre pour la recherche de 2007 à 2013**. Le rendement énergétique des produits, des bâtiments et des services sera amélioré et les technologies liées aux combustibles fossiles assainies.



Les énergies renouvelables sont également envisagées comme un moyen de multiplier les sources d'énergie durable. L'énergie hydraulique, l'énergie solaire, les biocarburants, la biomasse et l'énergie géothermique devraient représenter 20 % de la palette énergétique de l'UE d'ici à 2020. Les biocarburants y occupent une place importante et devraient satisfaire 10 % des besoins en essence et en diesel dans l'UE d'ici à 2020. Avec 2,3 %, la Suède est n° 1 de l'utilisation des biocarburants. Elle est suivie par l'Allemagne, la République tchèque et la France.

Si chaque source d'énergie renouvelable a ses avantages et ses inconvénients, les investissements dans la technologie garantiront que l'UE exploite au mieux le potentiel des sources renouvelables pour remplacer les sources fossiles. La biomasse constitue une autre alternative: c'est ici qu'intervient le **plan d'action européen pour la biomasse**. Par biomasse, on entend toutes les matières solides et organiques comme le bois et ses déchets, la paille, les résidus de moisson ainsi que les déchets végétaux et animaux. Ces éléments remplacent des sources d'énergies plus traditionnelles, comme le charbon, le pétrole et le gaz, qui sont limitées et polluantes. En termes de tonne-équivalent pétrole (tep), l'UE estime que son plan d'action permettra d'augmenter le recours à la biomasse jusqu'à 150 millions de tep d'ici à 2010.

La sécurité de l'approvisionnement constitue une réelle préoccupation. L'un des principaux objectifs de la **nouvelle politique énergétique pour l'Europe** adoptée en 2007 par le Conseil européen est la fourniture d'approvisionnements énergétiques sûrs. Or, si l'UE est principalement inquiète pour ses propres États membres, elle ne travaille pas seule. Plusieurs partenariats existent avec des nations industrialisées et en développement.

L'UE a par exemple initié un dialogue énergétique avec la Russie. Elle espère assurer un haut niveau de protection environnementale et de sécurité nucléaire en collaborant avec ce pays responsable de 7 % des émissions mondiales de CO₂. Des efforts sont consentis par le biais du mécanisme de flexibilité du protocole de Kyoto pour moderniser le secteur énergétique russe et promouvoir l'efficacité énergétique ainsi que les technologies respectueuses de l'environnement.



Un programme d'économie d'énergie axé sur les équipements de bureau appelé «**Energy Star**» a été mis sur pied avec les États-Unis. Ordinateurs, photocopieuses, imprimantes et écrans doivent tous répondre à des critères stricts en matière d'efficacité énergétique. Cette mesure devrait générer une économie d'électricité s'élevant à 30 TWh au cours des trois prochaines années, ce qui équivaut à peu près à la demande hongroise en électricité.

L'UE a tenté de rallier les dirigeants de la Chine et de l'Inde pour intensifier la coopération dans le domaine du changement climatique. L'idée serait de développer des technologies propres à base de charbon, d'améliorer l'efficacité énergétique et de promouvoir les sources d'énergie respectueuses de l'environnement. Et si ces pays s'engagent à réduire leurs émissions en fonction de leurs capacités, l'UE a exprimé sa volonté d'aller un pas plus loin en augmentant son propre engagement à 30 % de réduction.

Faire la différence

Les ménages sont directement responsables de près de 16 % des émissions de gaz à effet de serre de l'UE: 70 % de l'énergie utilisée par les ménages sont consacrés au chauffage des maisons, 14 % au chauffage de l'eau et 12 % à l'éclairage et aux appareils électriques. Les véhicules privés représentent encore 10 % des émissions européennes de gaz à effet de serre. Il existe donc un réel potentiel d'action!

Vous pouvez calculer votre propre contribution au réchauffement climatique **en mesurant votre empreinte carbone**. Pour ce faire, plusieurs outils sont disponibles sur internet, dont la calculatrice de l'UE: <http://www.mycarbonfootprint.eu>.

En utilisant cet instrument, vous découvrirez des idées pour rendre votre mode de vie plus durable sans compromettre votre qualité de vie. Heureusement, certaines astuces parmi les plus efficaces sont très simples et permettent aussi de réaliser des économies financières.

Optez pour un mode de transport plus propre. Préférez le train ou le bus à la voiture et marchez ou roulez à vélo dès que vous le pouvez. Cela contribuera dans une large mesure à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Si vous devez acheter une voiture, choisissez un véhicule qui consomme moins de carburant et émet moins de CO₂.



Débranchez les appareils électriques quand vous ne les utilisez pas.

Même en veille, ces appareils continuent à consommer de l'énergie, jusqu'à 60 % de leur consommation habituelle! Utilisez des ampoules économiques qui consomment moins d'énergie. Ces dernières ont une durée de vie jusqu'à 12 fois plus longue que celle des ampoules ordinaires et sont donc meilleur marché à long terme.

Les appareils ménagers vendus au sein de l'UE portent une étiquette mentionnant une appréciation comprise entre A (haute efficacité énergétique) et G (basse efficacité). Le fait d'opter pour des **produits plus efficaces sur le plan énergétique** limite les émissions inutiles et encourage les entreprises à investir dans la recherche et le développement.

Nous essayons tous d'optimiser la température de notre logement. En hiver, nous allumons le chauffage et en été la climatisation. Mais, **en isolant correctement les bâtiments**, nous pouvons réduire ce besoin puisqu'ils résisteront davantage aux températures extérieures. Les logements sont souvent surchauffés. Le simple fait de diminuer le thermostat de 1° C passe le plus souvent inaperçu, tout en ayant pourtant un impact considérable. Non seulement cette démarche réduit la consommation énergétique, mais en plus votre facture de chauffage peut baisser de 10 %. Nous pouvons réaliser des réductions importantes en faisant des choix intelligents.



“ Débranchez,
éteignez,
diminuez. ”



Transport durable

Plus facile, plus propre et plus sûr



Votre ville est paralysée par les embouteillages à l'heure de pointe? Vous passez votre temps à éviter les bouchons signalés par les infos trafic à la radio? L'autoroute que vous empruntez ressemble à un parking géant? Vous n'êtes pas seul. Toute l'Europe est touchée, avec 7 500 kilomètres de routes bloquées quotidiennement par la circulation.

Le fléau des routes surchargées ne se limite pas au temps perdu à rouler au pas: il a aussi un impact néfaste sur notre environnement et notre santé. La circulation routière contribue massivement aux gaz à effet de serre. Elle représente 20 % du total des émissions de CO₂ de l'UE, qui ont augmenté de 26 % entre 1990 et 2004. En outre, en dépit des inventions liées à la sécurité routière comme les systèmes de freinage ABS et les airbags, 40 000 personnes meurent chaque année sur nos routes.

Et ce n'est là qu'une donnée du problème. L'aviation figure elle aussi au premier plan des préoccupations environnementales puisque les émissions de CO₂ incombant au trafic aérien international ont grimpé de 87 % depuis 1990.

Le saviez-vous?

Chaque citoyen européen fait en moyenne 35 km par jour; 75 % de cette distance est parcourue en voiture.



Situation sur le terrain

Confrontées à des degrés divers de congestion, bruit et pollution, les autorités nationales et locales ont élaboré des plans novateurs pour réduire la circulation sur nos routes.

En Allemagne, les personnes soucieuses de leur santé recourent au service de location de vélos «Call-a-Bike» disponible à Berlin, Cologne, Munich et Stuttgart. Dans le nord de l'Italie, les routes sont désormais interdites aux voitures le dimanche grâce à la participation de plusieurs régions et de plus de quatre millions de citoyens. À la suite de l'initiative «Paris respire», la zone de la Seine est désormais interdite à la circulation et ouverte aux piétons, patineurs et cyclistes le dimanche et les jours fériés.

À Londres, un péage lié aux embouteillages a été instauré pour les automobilistes entrant dans le centre et il existe des projets visant à appliquer des réductions pour les véhicules les plus propres et des pénalités pour les véhicules les plus polluants, comme les insatiables 4x4 et voitures de sport. À Cracovie, en Pologne, un nouveau service de bus à la demande permet aux citoyens de banlieue d'atteindre le centre-ville plus rapidement et confortablement. Il suffit d'appeler une ligne spéciale pour commander ces transports publics.

L'ensemble du parc de bus de la ville autrichienne de Graz roule désormais au biodiesel fabriqué à partir d'huile de cuisson récupérée auprès des ménages et des restaurants. Une station-service à biodiesel a été ouverte en 2003, ce qui permet aux citoyens d'en acheter directement.

Si ces approches contribuent toutes à réduire la pollution et à promouvoir un système de transport plus propre et équilibré, leur efficacité restera limitée jusqu'à l'apparition d'une forme de coordination centrale. C'est là que l'UE intervient. En assumant ce rôle, elle fait de ces initiatives plus qu'un dispositif aléatoire et les rend accessibles à tous et pas uniquement à quelques chanceux.



© Corbis



© Corbis

Actions de l'UE

Idéalement, la circulation ne devrait jamais congestionner nos routes, nous devrions opter pour les modes de transport les plus propres et efficaces et le carburant propre devrait reléguer aux oubliettes l'air rempli d'émanations toxiques. Mais il reste beaucoup à faire avant que la théorie ne rejoigne la pratique. C'est pourquoi l'UE a décidé de coordonner des actions dans plusieurs domaines clés :

- Réduire les émissions polluantes pour minimiser les effets sur la santé et l'environnement.
- Atteindre un équilibre au niveau de la fréquence d'utilisation des différents modes de transport.
- Réduire le CO₂ émis par les véhicules, avec un objectif de 140 g/km d'ici à 2009 et de 120 g/km d'ici à 2012.
- Réduire de moitié le nombre de tués sur les routes d'ici à 2010 (par rapport à 2000).

La **directive européenne «Eurovignette»** de 1999 encourage les États membres à imposer aux poids-lourds des péages reflétant l'impact environnemental du transport de fret. Cette initiative récompensera les véhicules moins polluants.

Actuellement, une livraison de fret sur neuf en Europe arrive en retard à cause des embouteillages. Il est d'autant plus urgent d'agir qu'on prévoit une augmentation de 50 % du transport de fret d'ici à 2010. Le programme **«Marco Polo»** vise à rétablir l'équilibre en encourageant l'utilisation de modes de transport combinés et en construisant des chaînes de transport plus efficaces, rentables et durables.

Pour les actions futures, la Commission a adopté un nouveau **livre vert sur la mobilité urbaine**. Proposant de nouvelles approches pour promouvoir le recours à des solutions de transport durables et efficaces sur le plan énergétique, dont les transports publics et les modes de transport non motorisés, il traite de tous les modes de transport, comme la marche, le vélo, la moto et les véhicules motorisés, et couvre à la fois le fret urbain (et la logistique) et le transport de passagers. Ce livre vert met aussi l'accent sur la nécessité d'une approche politique intégrée.

Le saviez-vous?

Les émissions générées par une personne se rendant en avion de Londres à New York et retour correspondent à la moyenne des émissions produites par le chauffage d'une famille européenne pendant un an.



L'UE prépare une nouvelle législation pour réduire les émissions de CO₂ des véhicules à la suite de l'échec des constructeurs automobiles qui devaient atteindre l'objectif volontaire de 140 g/km fixé en 1999 pour 2009. Actuellement, les véhicules émettent en moyenne 163 g/km.

La circulation aérienne est elle aussi visée. Elle pourrait relever du système européen d'échange des quotas d'émissions de gaz à effet de serre dès 2012. Ce système permet aux pays participants d'acheter et vendre des quotas d'émissions. Cette inclusion permettrait de réduire de 46 % les émissions de CO₂ produites par l'aviation d'ici à 2020.

Pour réduire de moitié le nombre de morts sur les routes en Europe d'ici à 2010, plusieurs initiatives sont en cours et portent déjà leurs fruits. Grâce au **réseau transeuropéen de transport**, les grands axes européens deviennent plus sûrs, l'infrastructure et les études techniques étant de meilleure qualité. Les usagers les plus vulnérables (piétons, cyclistes et motards) sont également plus en sécurité depuis que la loi impose d'équiper les poids lourds de rétroviseurs d'angle mort. D'autres dispositifs de sécurité routière sont en cours de développement et de promotion. Une **campagne «Safety Aware»** a été lancée pour promouvoir le recours au contrôle électronique de stabilité, une technologie qui réduirait les accidents de la route de plus de 20 %.

Faire la différence

Partagez votre voiture dès que vous en avez l'occasion. Les parents connaissent les avantages du covoiturage pour emmener leurs enfants à l'école. Mais pourquoi ne pas partager sa voiture sur le chemin du travail en embarquant un ou deux collègues sur le chemin? Si vous habitez en ville, les **transports en commun** pourraient vous emmener à destination. N'hésitez pas à les utiliser! La voiture devient vite une habitude, essayez de vous rendre au travail par d'autres moyens. Commencer la journée sans embouteillage ni dispute pour une place de parking pourrait s'avérer bien plus relaxant.

Rendez-vous service, **roulez à vélo**. Non seulement, c'est écologique, mais en plus vous entretenez votre forme. Des stations de vélos publiques fleurissent aux quatre coins de l'Europe. L'initiative allemande «Call-a-Bike», le projet français «Vélo à la carte» et le système néerlandais «OV Fiets» n'en sont que quelques exemples.



Si vous utilisez une voiture, **ne négligez pas la sécurité**:

- Le port de la ceinture pourrait sauver pas moins de 5 500 vies par an en Europe. Sa non-utilisation est la deuxième cause de décès sur la route après la vitesse et juste avant l'alcool.
- Conduire intelligemment, en adaptant sa vitesse et en adoptant une attitude préventive, est non seulement plus sûr mais permet aussi d'économiser du carburant et donc de l'argent, ainsi que de réduire les émissions.
- Écoutez de la musique plus lente. Le fait d'écouter de la musique rapide peut augmenter les risques d'accident.
- La couleur de votre voiture peut affecter votre sécurité. Les véhicules clairs sont plus visibles. Le gris métallisé serait la couleur la plus sûre, suivie du blanc, du jaune, du rouge et du bleu.
- Il convient, pour les enfants de moins de 1,35 mètre, d'utiliser des dispositifs de sécurité adaptés à leur poids. Ceux-ci réduisent fortement le risque de blessures graves.



“ N'hésitez pas à utiliser votre vélo, prenez l'air. ”



Consommation et production

Mieux utiliser les ressources de A à Z



Des appareils photo jetables aux équipements électriques plus chers à réparer qu'à remplacer, jeter des objets fait partie de notre quotidien. Pensez à tout ce que vous achetez et utilisez chaque jour, puis à l'autre 1,7 milliard d'individus composant la société de consommation — qui fait exactement la même chose.

Ces dernières décennies, nous avons bénéficié d'un niveau de vie supérieur qui a permis à un nombre croissant de personnes d'acquérir des marchandises et services auxquels elles n'avaient pas accès par le passé. Mais, dans le même temps, la façon dont nous consommons et produisons ces produits et services constitue la principale source de pressions sur l'environnement. Notre consommation et notre production dépassent de loin le seuil de saturation de notre planète, dont dépendent notre prospérité et notre bien-être.

Ces pressions s'intensifient à mesure que la population mondiale augmente. Résultat? Les villes s'étendent, la qualité de notre sol se détériore, les cours d'eau s'assèchent ou sont pollués et nous devons constamment chercher de nouveaux moyens de nous débarrasser de tout ce que nous jetons. Nous extrayons des minéraux sans nous soucier de l'avenir alors que nos usines actives jour et nuit émettent toujours plus de gaz à effet de serre. Ce ne sont là que quelques exemples des coûts cachés derrière le prix dérisoire de la viande issue de l'élevage intensif ou du dernier gadget technologique.

Le saviez-vous?

Dans les années 60, une épicerie européenne moyenne comptait 2 000 gammes de produits alors qu'un supermarché moderne en propose plus de 15 000.

La consommation européenne relève de quatre grandes catégories: alimentation et boissons; logement; mobilité et voyages personnels; tourisme.

Les effets négatifs des modes de production et de consommation européens touchent aussi d'autres parties du monde. Selon l'Agence européenne pour l'environnement, nous utilisons de plus en plus de ressources étrangères pour notre consommation, mettant ainsi l'environnement de ces régions sous pression.

Situation sur le terrain

Notre mode de consommation moderne dilapide les ressources et nous amène souvent à dépenser de grosses sommes pour des produits non durables, néfastes pour nous et pour la société dans son ensemble. Nous devons instaurer une consommation durable, tenant à la fois compte de l'efficacité économique et de l'amélioration du bien-être social et environnemental.

L'achat s'est inscrit dans nos habitudes culturelles et le shopping est désormais l'une des activités de loisir favorites dans certains pays européens. La publicité encourage les enfants à dépenser leur argent de poche ou à influencer leurs parents. Selon l'Unesco, les recettes de la publicité ciblant les enfants atteignent 1 milliard d'euros par an, rien que dans l'UE.

La façon dont nous fabriquons et achetons les produits doit changer.

Sans changement, la demande énergétique mondiale pourrait doubler d'ici à 2050 en raison de l'augmentation de la population mondiale et de l'expansion économique des pays en développement. Il faut donc développer de toute urgence des produits et services requérant moins de ressources pour éviter les gaspillages et consommer de façon plus responsable.

Des efforts de taille doivent être mis en œuvre pour atteindre ces objectifs. Il s'agit d'une tâche qui nous incombe à tous: organisations internationales, autorités publiques, producteurs, détaillants, consommateurs et éducateurs des enfants et de l'opinion publique.



© Corbis



© Grifis

Actions de l'UE

Pour mettre en place des modes de consommation et de production durables, il faut changer la façon dont nous produisons, achetons et jetons. L'UE a identifié des objectifs clés à cet égard :

- Mettre un terme au lien destructeur entre la croissance économique et les atteintes à l'environnement.
- Encourager les entreprises et la population à utiliser des objets produits de façon responsable.
- Faire en sorte que les autorités publiques de toute l'Europe achètent des produits et services respectueux de l'environnement. Ce système est déjà en place dans certains pays. D'ici à 2010, l'UE souhaite que tous ses membres prennent exemple sur les pays les plus doués pour s'approvisionner en produits et services respectueux de l'environnement.
- Développer le marché des technologies et innovations respectueuses de l'environnement.
- Améliorer le bien-être des animaux au sein de l'UE et au-delà de ses frontières.

Au niveau européen, diverses mesures permettent de se rapprocher de ces objectifs.

En janvier 2004, l'UE a mis sur pied son **plan d'action en faveur des écotecnologies (PAET)** comme les systèmes de recyclage des eaux usées dans le cadre des processus industriels, les moteurs de voiture efficaces sur le plan énergétique et les techniques d'amélioration du sol. Le PAET se concentre sur la création de méthodes de production alternatives plus écologiques.

La **stratégie thématique sur l'utilisation durable des ressources naturelles** a été proposée en décembre 2005 pour 25 ans. Conçue pour contribuer à rompre le lien entre la croissance économique et l'utilisation des ressources, elle vise à garantir que la consommation des ressources et son impact ne dépassent pas la capacité de l'environnement à se régénérer.



L'impact environnemental de ce que nous achetons relève de la **politique intégrée des produits** de 2003. Concepteurs, fabricants, sociétés de marketing, détaillants et consommateurs sont réunis pour prendre les mesures qui s'imposent afin de limiter l'impact négatif d'un produit, de sa production initiale à sa mise au rebut.

En 1992, l'UE a conçu un système communautaire d'attribution de label écologique, l'**écolabel**, afin d'informer le consommateur du véritable impact environnemental des objets qu'il achète. Le logo en forme de fleur garantit que l'objet est plus respectueux de l'environnement que les autres produits similaires. Pour obtenir ce label écologique, l'objet doit répondre à des critères stricts prenant en compte son impact environnemental tout au long du processus: de sa production à sa mise au rebut, en passant par son utilisation. Désormais, ce programme a été étendu aux services, et notamment à l'évaluation des terrains de camping et autres infrastructures touristiques.

Des campagnes comme «Acheter vert» et le **système communautaire de management environnemental et d'audit**

(SMEA) ont été lancées par l'UE pour influencer le monde des affaires. L'UE a pour objectif de montrer l'exemple à travers son action «Acheter vert». Cette dernière propose des directives permettant d'aider les institutions publiques à choisir leurs sous-traitants et fournisseurs sur la base de marchés publics écologiques.

Le SMEA encourage les entreprises à faire de même et à partager leurs expériences en rassemblant les sociétés responsables au sein d'un réseau.

Le **plan d'action communautaire 2006-2010 pour la protection et le bien-être des animaux** expose les grandes lignes d'une stratégie générale et détaille une série d'actions concrètes. Il explique comment les consommateurs peuvent améliorer les conditions de vie des animaux en faisant des choix informés.

Pour renforcer ces initiatives, la Commission va présenter un **plan d'action pour une consommation et une production durables**.

Le saviez-vous?

Les autorités publiques européennes dépensent environ 16 % du PIB de l'Union (valeur générée par toutes les activités économiques). En utilisant leur pouvoir d'achat pour des marchandises et services respectueux de l'environnement, elles apportent une contribution importante.



© Corbis

Faire la différence

Vous achetez, vous votez, vous avez du pouvoir. Quand vous faites vos courses, vous faites des choix. Même les décisions que vous prenez quand vous voyagez, choisissez vos aliments et vivez chez vous ont un impact environnemental. Le prix ne devrait pas être le seul facteur influençant vos décisions. En ajoutant quelques critères à votre liste, vous pouvez faire la différence. Voici quelques suggestions.

Au cours des cinquante dernières années, les voyages et le tourisme ont connu un essor considérable. La découverte d'autres lieux, peuples et cultures peut enrichir nos vies et égayer notre monde. Mais cette croissance menace parfois l'existence même des lieux qui nous inspirent ces visites. Obtenir des réponses aux questions sur le traitement des déchets, l'embauche de personnel local, le respect pour les cultures indigènes, les pratiques de construction, la congestion de la circulation routière, l'approvisionnement en eau et l'attention portée aux ressources naturelles peut à la fois **étayer vos choix** et renforcer les pratiques durables sur votre lieu de destination.

De retour chez vous, assurez-vous que les appareils ménagers que vous achetez bénéficient d'une certification quant à leur efficacité énergétique. **Recherchez une étoile (energy star)** ou une autre



mention énergétique (par exemple, AAA) indiquant que l'appareil vous permettra aussi de réaliser des économies financières. Prêtez aussi attention aux labels écologiques signalant que l'ensemble du cycle de vie d'un produit et son impact environnemental ont été soigneusement pris en compte. Une large gamme de produits participe à ce système: des savons, shampoings et détergents aux logements et terrains de camping touristiques.

Choisissez des aliments produits de façon durable. **Achetez-les sur des marchés de producteurs locaux.** Vous disposerez de produits frais et soutiendrez l'emploi local. En achetant des produits biologiques ou de la viande d'animaux élevés en libre parcours, vous réduirez la quantité de produits chimiques nécessaires à la production de vos aliments. Consultez les étiquettes pour obtenir des informations sur le mode d'élevage des animaux.

Dès que possible, **optez pour des produits issus du commerce équitable.** Cette certification signifie que vous achetez une marchandise produite de façon responsable. Si vous ne trouvez pas d'articles issus du commerce équitable dans vos magasins locaux, demandez au supermarché de s'approvisionner. Faites-vous entendre.

Quand vous pensez à remplacer ou moderniser quelque chose, posez-vous les questions suivantes:

En ai-je vraiment besoin? Suis-je manipulé par la publicité?

Pourquoi ne pas donner cet objet? Si vous devez le remplacer alors qu'il n'est pas cassé, une œuvre de bienfaisance pourrait en faire bon usage: un système qui propose des meubles bon marché aux personnes bénéficiant d'un revenu très bas, une association qui répare les anciens écrans d'ordinateur pour les utiliser dans des écoles des pays en développement... Votre bureau se débarrasse de son ancien équipement informatique? Renseignez-vous: à vous de jouer.

Cet objet est-il vraiment cassé? S'il a cessé de fonctionner d'un seul coup, le problème peut provenir d'un simple fusible qui a sauté. Vérifiez la prise. Si l'objet est vraiment cassé et doit être jeté, recherchez une solution écologique.



Ce produit peut-il être recyclé? S'il s'agit d'un appareil électrique ou électronique, suivez scrupuleusement les instructions de recyclage. Souvent, il incombe au fabricant de venir l'enlever. Ce système peut vous faire gagner du temps et de l'argent.

Il est temps de consommer intelligemment, d'utiliser de meilleurs produits fabriqués de façon plus responsable.

“ Cet objet est-il vraiment cassé? ”





Ressources naturelles

Protéger le monde qui nous entoure

4

CHAPITRE



On ne compte plus que 20 à 30 tigres de Chine méridionale en liberté. Difficile d'être précis avec des chiffres aussi bas. Nous savons qu'il y a plus de tigres appartenant à des propriétaires privés en Amérique qu'il n'y en a en liberté. Plus près de chez nous, la population de lynx ibériques est si menacée qu'elle pourrait bien être la première espèce de grands félins à s'éteindre depuis le tigre à dents de sabre. Ce ne sont que deux exemples de l'impact que nous avons sur l'air, la mer et les terres qui nous entourent.

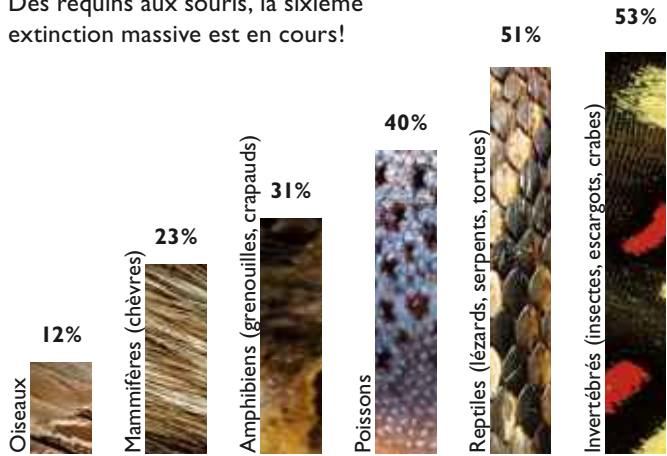
Des catastrophes et processus naturels étaient à l'origine des cinq autres extinctions massives du passé géologique.

Nous assistons aujourd'hui à la sixième extinction massive et, cette fois, la cause ne fait aucun doute: c'est nous qui en sommes responsables. Nous avons négligé notre impact sur le monde naturel pendant des siècles. Aujourd'hui, les statistiques sont plus nombreuses que les plantes et les animaux qu'elles représentent.

Mais les animaux et les plantes ne sont pas les seules victimes. Des recherches menées conjointement par les universités d'Augsbourg et de Yale se sont penchées sur les réserves de minéraux dans le but d'estimer quand elles s'épuiseraient, eu égard aux tendances actuelles en matière de consommation. Selon les résultats de 2006, il nous reste 15 ans de platine, 15 à 20 ans d'argent et 20 à 30 ans de zinc. De plus, ces ressources clés s'épuiseront encore plus vite si certaines nouvelles technologies deviennent commercialisables et si la population croît.



Des requins aux souris, la sixième extinction massive est en cours!



Pourcentage d'espèces considérées comme menacées

Source: Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (2006).

Situation sur le terrain

Les réserves s'amenuisent, nous devrions mieux utiliser ce dont nous disposons. Le Bureau américain de recherches géologiques et minières (USGS) a analysé la part des matériaux recyclés dans notre consommation et découvert qu'à l'échelle mondiale nous recyclons à peine 26 % de l'étain, 31 % du cuivre et 26 % du zinc.

Si les réserves de minéraux s'épuisent sous terre, la situation n'est pas plus rose en surface. Récifs de corail, forêts de nuages, plaines... Tous sont détériorés par la pêche ou l'agriculture, dégradés par le chalutage ou détruits pour céder la place aux élevages de bétail ou aux plantations de soja et de café. Les projets relevant du génie civil, comme la construction de routes et de barrages, entraînent le morcellement des zones sauvages et l'ensablement des rivières.

Le changement climatique joue également un rôle majeur: les données récentes de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) prévoient une diminution spectaculaire de la

Le saviez-vous?

Alors que l'on parle de la déforestation de l'Amazonie depuis plusieurs décennies déjà, Singapour a perdu 95 % de ses forêts et si l'abattage se poursuit à l'allure actuelle, le sud-est de l'Asie pourrait voir disparaître 74 % de ses forêts d'ici à 2100.



superficie de la banquise dans les 50 à 100 prochaines années, du fait du changement climatique. Cette fonte aura un impact dévastateur sur les ours polaires: leur nombre devrait diminuer d'au moins 30 % au cours des 45 prochaines années. Cette population est également menacée par la pollution, les troubles dus à la navigation, le tourisme animalier, la prospection et la production de pétrole et de gaz ainsi que le risque potentiel de chasse abusive, tant légale qu'illégal.

Nombre de pays reconnaissent la nécessité de changer d'approche. À la fin de l'année dernière, une surface de 16,4 millions d'hectares, soit la superficie du Portugal et de l'Irlande réunis, s'est vue attribuer le statut de zone protégée au nord du Brésil. Les nouvelles zones protégées constituent le plus grand corridor de conservation au monde puisqu'elles sont reliées à ce qui était jusqu'à présent la zone de conservation la plus importante, en Amazonie. Ce statut protégera ces terres de l'exploitation illégale du bois, de la culture du soja ainsi que de l'exploitation minière.

Une convention sur la biodiversité a été signée par 150 chefs d'État ou de gouvernement à l'occasion du Sommet de la terre organisé à Rio en 1992. Elle reconnaît que la diversité biologique ne concerne pas seulement les plantes, les animaux et les micro-organismes et leurs écosystèmes, mais aussi les hommes et leurs besoins en matière de sécurité alimentaire, de médicaments, d'air et d'eau purs, d'abri et de milieu de vie sain.

Cependant, les actions entreprises sur une base volontaire, comme le moratoire de la commission baleinière internationale qui protège les baleines des conséquences dévastatrices de la pêche industrielle, ne peuvent être annulées que trop facilement. Le moratoire est fragile et doit être farouchement défendu contre les contestations, notamment de la part de la Norvège, de l'Islande et du Japon.

Des lois sont indispensables. Il est donc vital de coopérer pour identifier les mesures à entreprendre et s'assurer que les objectifs soient atteints. C'est là que l'Europe intervient.



Actions de l'UE

Les actions entreprises pour mettre un terme au réchauffement de la planète, gérer les déchets, limiter les quotas de pêche, etc. montrent toutes combien l'UE est déterminée à renverser la vapeur.

Elle s'est fixé pour objectif d'améliorer la gestion des ressources naturelles et d'éviter leur surexploitation afin que notre utilisation ne dépasse pas leur capacité à se régénérer. Elle a énuméré les objectifs suivants:

- Contribuer à enrayer et ralentir considérablement la perte mondiale en matière de biodiversité d'ici à 2010 et au-delà.
- Nettoyer les environnements marins dégradés d'ici à 2015, conformément au plan du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg (2002) et éviter la surexploitation des réserves halieutiques.
- S'efforcer d'atteindre les objectifs des Nations unies en matière de protection des forêts d'ici à 2015.
- Optimiser l'utilisation des ressources pour faire en sorte qu'une quantité réduite de celles-ci puisse tenir longtemps et gagner ainsi un avantage concurrentiel.
- Promouvoir le recyclage et réduire la génération de déchets.



© Corbis

Ces objectifs seront atteints par le biais de diverses mesures.

Plus de 26 000 sites d'une superficie totale équivalente à celles de l'Allemagne et de l'Italie réunies ont été choisis dans le cadre du programme «**Natura 2000**», basé sur les **directives «Habitats» et «Oiseaux»**. Ces sites forment désormais un réseau européen de zones protégées sélectionnées par les pays de l'UE, légalement responsables de leur conservation.

L'UE est signataire de la convention de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur la biodiversité, qui reconnaît l'importance de notre patrimoine naturel. La **communication de l'UE sur la biodiversité** de 2006 instaure un plan d'action détaillé pour mettre un terme au recul de la biodiversité d'ici à 2010.

Dernièrement, l'agriculture et la pêche ont subi de nombreux changements. La **politique commune de la pêche (PCP)** a été



© Corbis

réformée et la politique agricole commune (PAC) se concentre désormais sur le soutien général aux agriculteurs et non plus à la production. Les nouvelles lois sur le bien-être animal et la production d'aliments biologiques ainsi que sur l'hygiène et la qualité alimentaire répondent aux craintes selon lesquelles l'agriculture intensive serait à l'origine de la maladie de la vache folle, de la présence de dioxine dans le lait, d'hormones artificielles dans la viande et d'autres soucis liés à l'influence de l'alimentation sur la santé.

Les mers ont souffert de la pollution et de la surpêche; désormais, le changement climatique entre aussi en jeu. La **stratégie européenne pour le milieu marin** vise à améliorer l'état biologique des eaux européennes d'ici à 2021. Les pays de l'UE devront présenter un bilan détaillé sur l'état de leurs mers, définir ce qu'est pour eux un bon état environnemental des mers régionales, fixer des objectifs et élaborer des programmes de surveillance. Une coopération étroite sera également instaurée avec les pays extérieurs à l'UE qui partagent les mêmes eaux. Dès 2008, l'UE veut s'assurer que leurs politiques maritimes poursuivent les mêmes objectifs.

La **directive-cadre sur l'eau** précise que la qualité de chaque bassin fluvial sera analysée, avec une attention particulière pour les zones sujettes à la pollution. La quantité disponible sera comparée à la demande en matière d'irrigation, de génération d'énergie, de consommation d'eau potable et d'utilisations industrielle et écologique.

En 2006, l'UE a assuré la protection de 38 % de ses bois et forêts. Le **plan d'action pour les forêts 2007-2011** poursuit quatre objectifs principaux: stimuler la compétitivité à long terme; améliorer et protéger l'environnement; contribuer à la qualité de vie et encourager la coordination et la communication.

Gérer nos ressources naturelles ne se limite pas à les protéger de l'exploitation, mais consiste aussi à réutiliser et recycler ce qui peut l'être. Le reste doit être éliminé avec le moins d'impact possible sur l'environnement.

En décembre 2005, la **stratégie thématique sur la prévention et le recyclage des déchets** a été adoptée pour atteindre cet objectif. Il s'agit d'une stratégie à long terme visant à aider l'Europe à devenir une société de recyclage qui prévient les déchets et les utilise comme ressource.



La **directive relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution (IPPC)** est une pierre angulaire de la législation européenne traitant des installations industrielles potentiellement très polluantes. Les installations de ce type ne peuvent être utilisées que si l'opérateur détient un permis précisant des exigences en matière de protection de l'air, de l'eau et du sol. Il doit réduire radicalement les déchets, prévoir et éviter le risque d'accidents et, si nécessaire, assainir le site. Ces exigences doivent reposer sur le principe des meilleures techniques disponibles (MTD).

Faire la différence

La façon dont nous utilisons l'eau et l'énergie, concevons nos maisons et traitons nos déchets, notre amour des jardins, parcs et étendues sauvages qui nous entourent ont tous un effet sur notre monde. Des projets de recyclage de meubles anciens et de vêtements à la collecte de fonds pour sauver les orangs-outans, la population s'implique.

Vous pouvez contribuer au retour de la faune et de la flore dans les zones urbaines. **En faisant pousser des plantes indigènes** dans votre jardin, vous pouvez attirer des oiseaux, des lézards, des grenouilles et des insectes. Ces refuges verts s'allient aux plantations urbaines pour créer des corridors de faune et de flore entre les taillis et bois naturels et étendent les habitats de nombreux animaux. Essayez de planter et de favoriser les espèces indigènes: les plantes importées peuvent faire des dégâts, comme dans le cas de la renouée du Japon. Rappelez-vous que chaque arbre que vous plantez constitue non seulement un habitat pour les animaux sauvages mais améliore aussi la qualité de l'air qui l'entoure. Pour le jardinage, **utilisez des produits écologiques** et évitez la créosote et les peintures contenant de grandes quantités de composés organiques volatils. Ces informations figurent sur l'étiquette.

Au-delà du jardin, les parcs et forêts attendent d'être explorés. Il est plus facile d'apprécier la valeur d'une chose qu'on connaît, alors emmenez votre famille pique-niquer dans les bois ou les prairies.

Si vous êtes libre plus d'une journée, pensez aux **réserves naturelles** qui protègent des espaces sauvages pour les animaux qui y vivent et les promeneurs intéressés par la sauvegarde de l'environnement.



Il est essentiel d'impliquer et d'**éduquer les enfants**: internet est une source d'informations et d'inspiration. Si vous vivez près d'une rivière ou d'un lac, renseignez-vous sur l'existence d'un groupe chargé du défrichage. Si vous vivez près d'un bois, une organisation se charge peut-être de la gestion des arbres et du débroussaillage. Améliorez votre santé et celle de votre environnement.

Pour gérer la quantité d'eau que vous évacuez, rendez-vous dans vos toilettes. Si vous ne disposez pas d'une chasse économique, placez une brique ou une bouteille remplie et fermée dans le réservoir. Ce dispositif modifie le niveau d'eau et réduit la quantité d'eau évacuée à chaque chasse. Une douche requiert moins d'eau qu'un bain, surtout avec un pommeau de douche à faible débit. Cela ne signifie pas que vous deviez prendre une douche au compte-gouttes! Les dispositifs modernes mélangent l'eau avec de l'oxygène. Vous réaliserez donc des économies sur vos factures d'énergie et réduirez la quantité d'eau que vous consommez tout en profitant d'une bonne douche.

“ Optez pour des produits de jardinage écologiques. ”





Santé publique

Santé et bien-être pour tous



Grippe aviaire, maladie de la vache folle, sida, taux d'obésité en hausse constante... Pas une semaine ne se passe sans son lot de problématiques sanitaires. Les inquiétudes de la population font débat et nous voulons nous savoir protégés par le gouvernement.

Difficile en tant qu'individu de contrôler les menaces dues à des facteurs environnementaux comme la pollution atmosphérique industrielle. Mais les gouvernements ont eux beaucoup de mal à contrôler d'autres facteurs découlant de nos choix de vie, comme la pollution due au tabagisme. Citoyens et décideurs politiques doivent donc collaborer.

Situation sur le terrain

Le développement économique continu et l'amélioration des soins de santé, des logements, de l'alimentation ainsi que du niveau d'éducation de la population augmentent notre espérance de vie et réduisent le nombre d'accidents du travail graves, le taux de suicide dans la majeure partie de l'Europe (bien qu'il reste élevé dans certains pays) et le nombre d'intoxications alimentaires de certains types.

De grands progrès ont été réalisés. Mais à chaque fois qu'un problème est résolu, un autre surgit. La pollution par des particules invisibles, sauf sous forme de brouillard, et le rejet de substances chimiques toxiques dans notre environnement sont de graves problèmes. Ils ont non seulement un impact sur nous mais aussi sur les animaux

Le saviez-vous?

Selon Air pur pour l'Europe, la pollution de l'air a tué prématurément 350 000 Européens en 2000. Ce phénomène entraîne une chute moyenne de l'espérance de vie estimée à 9 mois.

avec qui nous partageons la planète, des ours polaires aux albatros des mers du Sud.

Menaces dues à la contamination environnementale: tout comme le canari suffoquant dans la mine de charbon signalait au mineur qu'il devait remonter, les animaux sauvages sont souvent un bon indicateur du niveau de substances chimiques toxiques présent dans notre environnement et commencent souvent à mourir avant même que nous ne soyons conscients du problème. Ce constat devrait faire office d'électrochoc puisque ce qui est nocif pour eux l'est probablement aussi pour nous. Les corps de bélugas trouvés dans le fleuve Saint-Laurent au Canada étaient si contaminés qu'il a fallu les traiter comme des déchets dangereux. Le WWF explique à travers sa campagne «Detox» que la terre ne compte plus aucun animal préservé des substances toxiques fabriquées par l'homme. Ce sont les victimes innocentes de nos poisons.

Comment cela nous affecte-t-il? Selon l'initiative européenne «SCALE», une analyse, axée sur les enfants, des affections dues à la pollution permet d'identifier quatre groupes prioritaires: les cancers, les maladies respiratoires comme l'asthme, les troubles du développement et la perturbation des mécanismes naturels et chimiques de nos corps (perturbation endocrinienne). Le lien entre l'exposition à la pollution et ses effets dépend de l'âge, de la durée d'exposition, du patrimoine génétique et de ce que le rapport appelle l'effet «cocktail», soit l'exposition à des sources de contamination multiples dans l'air, l'eau et les aliments.

Menaces dues à nos choix de vie: abus d'alcool, tabagisme, sédentarité, toxicomanie ou consommation d'aliments nocifs ne sont qu'un aperçu des menaces pour notre santé dues à nos choix de vie. Le tabac est ainsi la plus grande cause évitable de décès dans l'UE: 25 % des décès dus au cancer et 15 % des décès au sein de l'UE sont imputables au tabagisme.

Le stress quotidien de nos modes de vie compétitifs et des addictions comme



© Corbis



l'alcoolisme ou le fait d'être victime de violences ou de maltraitements ont un impact négatif direct ou indirect sur notre santé. La dépression et les autres maladies mentales gagnent en importance. Un rapport du projet «EUROSAVE» (bilan épidémiologique européen sur le suicide et la violence) suggère que les personnes courant le plus grand risque de suicide sont les hommes célibataires, les toxicomanes et les personnes sans emploi. Les pays du nord de l'UE sont plus touchés que les pays méditerranéens.

Menaces dues aux maladies: les maladies comme le VIH/sida et d'autres affections pouvant se propager partout dans le monde, telle la grippe aviaire, doivent faire l'objet d'une surveillance et d'une réaction rapide. La tuberculose, la rougeole et la grippe sont contagieuses et ne connaissent pas de frontières. Ensemble, elles représentent environ un tiers des décès au niveau mondial. Elles peuvent se répandre rapidement si aucune action n'est entreprise pour les contenir. Une réaction coordonnée aux menaces et urgences sanitaires en Europe s'impose.

Autres menaces: les craintes relatives à l'alimentation requièrent des campagnes d'information claires ainsi qu'un contrôle direct des autorités. Les sources d'accidents mortels, comme la conduite sous l'influence d'alcool, nécessitent des mesures légales dissuasives. Il faut aussi pouvoir réagir de façon coordonnée aux situations d'urgence à grande échelle.

Le saviez-vous?

Chaque année compte plus de suicidés que de victimes de la route: 58 000 personnes se donnent la mort et 40 000 individus sont tués sur les routes.

Actions de l'UE

L'UE a la responsabilité reconnue de garantir un haut niveau de protection sanitaire. Un article du traité de la Communauté européenne instituant l'UE précise que son action devrait porter sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et affections humaines ainsi que des causes de danger pour la santé.



Protection des consommateurs et santé sont étroitement liées. L'UE prend la sécurité alimentaire et les alertes en cas de danger au sérieux.

Au niveau national, les actions entreprises par les gouvernements pour protéger leurs citoyens sont soutenues et renforcées par les politiques européennes. Si les pays possèdent leurs propres lois en matière de santé publique, l'UE travaille pour faciliter la circulation des médecins, infirmières et autres professionnels d'un pays à l'autre et répondre aux besoins locaux. Les patients aussi doivent pouvoir circuler en Europe pour trouver les soins de santé les plus appropriés à leurs besoins.

Voici quelques-uns des objectifs de l'UE:

- S'assurer que les substances chimiques, y compris les pesticides, sont produites, manipulées et utilisées en toute sécurité d'ici à 2020.
- S'efforcer de réduire les inégalités en matière d'espérance de vie et de contenir les maladies liées au mode de vie comme l'alcoolisme et l'obésité dans les pays de l'UE.
- Développer des stratégies pour réagir rapidement et efficacement aux menaces sanitaires.
- Faire baisser les taux de suicide et améliorer la santé mentale.
- Renforcer les lois portant sur l'alimentation humaine et animale en travaillant sur l'hygiène et l'étiquetage.
- Garantir des normes élevées en matière de bien-être animal au sein de l'UE et au-delà de ses frontières.

De la législation sur l'utilisation et la production des substances chimiques à la coordination des réactions aux situations d'urgence, l'UE a mis en place de nombreuses mesures. En voici quelques exemples.

En vigueur depuis juin 2007, **le système d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des produits chimiques (REACH)** a été conçu pour améliorer la protection de la santé publique. Il accélérera l'identification précise des substances chimiques présentes dans les produits que nous achetons en restreignant l'utilisation des plus dangereuses. **REACH** englobe également les substances chimiques utilisées dans la pulvérisation des cultures, le secteur automobile, la construction, etc. Ces aspects ont été renforcés par le **programme d'action communautaire dans le domaine de la politique**



© Corbis

Le saviez-vous?

Selon le WWF, entre 1930 et 2000, la production mondiale de substances chimiques fabriquées par l'homme est passée de 1 million à 400 millions de tonnes par an.

des consommateurs 2007-2013 qui traite de notre droit à vivre en pleine santé et en sécurité où que nous soyons et à avoir confiance dans les produits que nous consommons. Il garantit une meilleure représentation des intérêts des consommateurs ainsi que l'application effective des règles liées à leur protection.

Le programme de santé publique **2003-2008** poursuit trois objectifs. **Premièrement**, collecter des informations sur la santé publique pour que les pays de l'UE se fassent une idée claire de ce qui affecte, positivement et négativement, la santé de leurs populations et partagent leurs bonnes pratiques. **Deuxièmement**, exposer des moyens de réagir aux menaces comme la tuberculose, le VIH/sida, les éventuelles attaques terroristes et la pandémie potentielle pouvant être déclenchée par la grippe aviaire. **Troisièmement**, promouvoir les choix de vie sains et réduire le nombre d'accidents du travail.

En 2008, ce programme sera remplacé par le **deuxième programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique 2008-2013**. Ce document se concentrera aussi sur le vieillissement et la santé, ainsi que sur la réduction des inégalités régnant en Europe dans le domaine de la santé.

Le **plan d'action pour l'environnement et la santé des enfants en Europe (CEHAPE)** a pour but de garantir que les États membres placent la santé des enfants en tête de l'agenda politique, pour les enfants d'aujourd'hui et les générations futures. Le plan implique des professionnels de l'enfance et de la protection de la jeunesse dans la prise de décision, promeut des programmes de santé et d'éducation et identifie les menaces sanitaires affectant particulièrement les enfants.

Le **paquet de mesures sur l'hygiène alimentaire** introduit en janvier 2006 renforce et harmonise les mesures de l'UE en matière d'alimentation. Ces lois s'appliquent à chaque étape de la chaîne alimentaire, conformément à l'approche «de l'étable à la table» de l'UE. Aspect clé de la nouvelle législation, tous les opérateurs du secteur de l'alimentation humaine et animale, des agriculteurs aux détaillants en passant par les agents de production et les fournisseurs, doivent garantir que les aliments commercialisés sur le marché européen répondent aux normes de sécurité requises.



L'**Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)** contribue à la poursuite de cet objectif. L'EFSA est la pierre angulaire de l'UE pour ce qui concerne l'évaluation des risques relatifs à la sécurité des aliments destinés à la consommation humaine et animale. L'organisation fournit des avis scientifiques indépendants sur toutes les questions ayant un impact direct ou indirect sur la sécurité alimentaire, y compris la santé et le bien-être des animaux, et la protection des plantes.

Le **plan d'action communautaire pour la protection et le bien-être des animaux 2006-2010** améliore les normes actuelles en matière de bien-être animal en utilisant les dernières évolutions scientifiques pour développer des méthodes d'élevage optimales. Il a par exemple pour but de garantir qu'un veau bénéficie d'un niveau minimum de soins où qu'il naisse dans l'UE.



© Corbis

Faire la différence

Nous sommes tous assaillis de conseils pour une vie saine, mais voici tout de même quelques petits rappels. Faites **davantage d'exercice** — prenez les escaliers, pas l'ascenseur; roulez en vélo, pas en voiture; marchez dès que vous le pouvez; adoptez un régime équilibré, réduisez les graisses — pensez à ce qui compose les aliments que vous êtes sur le point de manger. Certaines préparations sucrées n'apaiseront votre faim que pour une demi-heure et votre corps fera des heures supplémentaires à cause des aliments plus gras. Rappelez-vous le vieil adage: on est ce que l'on mange. Mettez vos enfants sur la bonne voie, celle de l'alimentation saine. Il se peut que changer leurs habitudes alimentaires prenne du temps mais n'abandonnez pas: c'est leur santé à vie que vous construisez. **Arrêtez de fumer** — mettez l'argent que vous épargnez de côté et regardez-le s'accumuler; **réduisez votre niveau de stress** — essayez de consacrer une demi-heure par jour à une activité relaxante qui vous rend heureux; **bouclez votre ceinture** — en voiture, assurez-vous aussi que les enfants sont bien attachés; **ne buvez pas à l'excès** — un verre de vin par jour peut contribuer à la santé, pour peu que vous ne soyez ni enceinte, ni derrière le volant! Mais n'exagérez pas. Pour chaque verre de vin, buvez aussi un verre d'eau; **évitez la pollution** — faites respecter votre droit de travailler et manger dans des espaces non fumeurs et soyez conscient du tabagisme passif.



Dans une certaine mesure, vous pouvez aussi contrôler la pollution. Protégez-vous. Entrez des démarches pour diminuer la quantité de substances chimiques que vous utilisez. Des gestes simples, comme le fait de ne recourir au nettoyage à sec que quand c'est absolument nécessaire ou d'utiliser du papier hygiénique non traité et des produits de nettoyage fabriqués à partir d'ingrédients naturels, peuvent vous aider à la réduire. Vous pouvez aussi jouer un rôle à l'extérieur, au jardin. La créosote, conservateur pétrochimique, est à proscrire, tout comme les peintures contenant des composés organiques volatils (COV): lisez les étiquettes. Il existe des alternatives plus sûres pour vous et pour le monde qui vous entoure, il suffit de consulter les étiquettes et de faire du shopping futé.

Si vous disposez d'un accès à internet, le site <http://health.europa.eu> vous propose un large éventail d'informations fiables.



“ N'oubliez pas les fruits et légumes. ”



Inclusion sociale

Impliquer tous les citoyens
dans l'avenir de l'Europe



Si nous souhaitons relever les défis posés par la pauvreté, il est vital d'intégrer tous les citoyens et de s'assurer que chaque individu de notre société est en mesure d'apporter une contribution à hauteur de ses capacités. Nous devons valoriser cette contribution, indépendamment de l'âge, du sexe, de la race, de l'origine ethnique ou des handicaps.

Garantir l'éducation de nos enfants hors de la pauvreté, un accès à l'enseignement et à la formation continue et le maintien des pensions et autres aspects relevant de l'aide sociale sont autant de pièces du puzzle qui forment une société inclusive.

2007 ayant été désignée «Année européenne de l'égalité des chances», un changement fondamental s'impose au niveau de la perception de certains membres de la population. La diversité est une chance et il est grand temps de suivre l'exemple des sociétés qui l'utilisent avec succès et de tirer parti des «trois T»: technologie, tolérance et talent.

Situation sur le terrain

L'objectif général de l'inclusion sociale est de réduire considérablement la pauvreté d'ici à 2010. But ambitieux puisque le nombre de personnes vulnérables reste élevé. En 2003, la moyenne européenne s'élevait à 16 %.

Un rapport sur la cohésion de l'UE a conclu que l'élargissement de l'Union à 25 puis à 27 pays pose un défi sans précédent pour la compétitivité et la cohésion interne de l'Union. On assiste désormais à un accroissement du fossé du développement économique. Le fossé entre les 10 % de la population des régions les plus prospères et les 10 % des régions les plus pauvres a plus que doublé par rapport à la situation de 2004.

Selon le bilan d'Eurochild intitulé «Mettre un terme à la pauvreté infantile», 20 % des enfants européens sont en situation de risque, proportion qui n'a connu qu'une amélioration marginale ces six dernières années. En Slovaquie, 30 % des enfants de moins de 15 ans étaient en danger en 2004, contre 9 % au Danemark.

Une des causes de ce fossé riches-pauvres réside dans le chômage. L'UE est confrontée à de graves problèmes sur ses marchés du travail, avec une participation réduite des travailleurs plus âgés, des femmes et des jeunes, et un taux de chômage élevé dans ces groupes. Face à la mondialisation, au vieillissement de la population européenne et à la rigidité de la législation du travail dans de nombreux pays, l'UE s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de création d'emploi. En 2007, le chômage a légèrement baissé, passant de 8 % à 7,1 %.

Les jeunes aussi sont guettés par le danger de la pauvreté, un problème abordé au Forum de la jeunesse de 2006. Selon son rapport «L'inclusion sociale grâce à la participation des jeunes», les jeunes sont confrontés à de nombreux défis qui peuvent les empêcher de participer pleinement à la société. Ils ne peuvent pas voter et ne trouvent souvent pas de travail en raison de leur inexpérience. Les médias les décrivent fréquemment comme une menace pour la société. La progression logique de l'éducation à l'enseignement supérieur, l'université ou l'apprentissage, suivis d'un mariage, de la fondation d'une famille et de la création d'un foyer s'est érodée dans nombre de sociétés. Les jeunes ont plus de choix, ce qui augmente leur liberté et les défis auxquels ils sont confrontés.



© Corbis



© Corbis

Comme les jeunes, les femmes rencontrent des problèmes, non seulement au niveau de l'accès à l'emploi mais aussi de la façon dont elles sont traitées quand elles travaillent. De bons services de garderie constituent un facteur important pour aider les femmes sur le plan du travail. En général, la présence d'un nombre plus important de mères au sein de la population active stimule le développement de ces services. Selon l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), la Suède est le pays de l'UE qui consacre le budget le plus important aux services de garderie formels, à savoir 2 % de son PIB contre 1,1 % pour la Finlande et 0,4 % pour le Royaume-Uni. Le système suédois est plus cher parce que c'est le seul à prendre en charge tous les enfants de moins de 2 ans. Mais, en contrepartie, près de 72 % des jeunes mères suédoises sont actives, contre 52 % en Finlande et 49 % au Royaume-Uni.

Le saviez-vous?

Les immigrés provenant de l'extérieur de l'UE courent un risque de chômage trois fois supérieur à celui des citoyens de l'UE.

Les personnes handicapées sont les plus gravement touchées par le chômage. Au moins 16 % des citoyens en âge de travailler sont handicapés, mais seuls 40 % d'entre eux ont un emploi contre 64,2 % chez les personnes valides.

Les immigrés constituent également une part importante de la population active, sujet devenu emblématique pour certains groupes politiques. Il est important de se rendre compte que la proportion des personnes étrangères vivant sur le territoire de l'UE reste faible, de 9 % en Autriche, en Belgique et en Allemagne, à moins de 2 % en Espagne.



Souvent, la population connaît mal les concepts d'immigré économique, de réfugié et de demandeur d'asile. Les politiciens populistes et les médias ne clarifient pas vraiment la situation. Cette confusion suscite trop fréquemment l'hostilité et la suspicion, voire parfois la violence. L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a découvert que plus de 9 millions d'Européens (soit 3 % de la population totale de l'UE) ont subi des agressions racistes en 2004. Pour que les immigrés puissent contribuer au système d'aide publique de la société dans laquelle ils se sont établis, ils doivent payer des impôts. Il faut donc leur offrir des emplois corrects et une situation professionnelle légale et tuer dans l'œuf le racisme et le préjugé.

La population européenne va décliner au cours des 50 prochaines années. L'Italie pourrait perdre 28 % de sa population d'ici à 2050. Pour maintenir sa population active, elle devrait commencer à ouvrir ses portes à plus de 350 000 immigrés par an ou faire travailler ses citoyens jusqu'à l'âge de 75 ans. Il en va de même pour d'autres pays européens.

Actions de l'UE

Nos espoirs pour l'avenir sont à peu près identiques partout en Europe: une société sûre, dynamique et démocratique qui subvient aux besoins des plus vulnérables et aide la population à trouver du travail. Mais il reste trop de préjugés et de suspicion qui nous empêchent d'œuvrer ensemble pour concrétiser ces désirs communs par le biais de l'UE. Pour faire tomber ces obstacles au progrès et à la sécurité, il faut repenser la façon dont nous considérons les gens qui nous entourent. Pour opérer des changements concrets, l'UE a défini les objectifs suivants:

- Réduire le nombre de personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale d'ici à 2010, en mettant l'accent sur la pauvreté infantile.
- Assurer la cohésion territoriale et sociale.
- Soutenir les pays de l'UE dans leurs efforts de modernisation de la sécurité sociale face à des défis comme la dénatalité et l'espérance de vie plus longue.
- Promouvoir l'emploi et créer davantage d'emplois, surtout pour les femmes, les travailleurs plus âgés et les immigrés d'ici à 2010.



© Corbis

- Accueillir et intégrer les immigrés dans la société européenne.
- Promouvoir l'emploi des jeunes en garantissant qu'au moins 85 % des personnes de 22 ans terminent leurs études secondaires. Depuis 2007, dans les 6 mois qui suivent la fin de ses études, tout jeune devrait disposer d'une forme d'emploi, d'apprentissage, de formation, d'expérience ou de qualification qui le rende plus apte au travail.
- Aider les personnes handicapées à trouver du travail.

L'UE a mis sur pied un large éventail de fonds, de programmes et de lois pour concrétiser ces objectifs.

Doté d'un budget de 743 millions d'euros, le programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale «**PROGRESS**» 2007-2013 cible l'emploi, la protection et l'inclusion sociales, les conditions de travail, la diversité, la lutte contre la discrimination et l'égalité hommes-femmes.



Le **Fonds social européen (FSE)** est une autre arme pour lutter contre l'exclusion sociale. C'est l'une des principales sources européennes de soutien financier pour aider les citoyens à développer leurs compétences et donc leurs perspectives professionnelles. En 2007, il a amorcé une nouvelle phase en se concentrant sur quatre domaines: la faculté d'adaptation des travailleurs et des entreprises, l'accès à l'emploi, la réduction de l'exclusion sociale et la promotion de partenariats pour les réformes. Ces mesures relèveront de deux des trois nouveaux objectifs: la convergence, la compétitivité régionale et l'emploi. Le principe de base est d'investir dans les personnes.

L'UE reconnaît expressément les droits des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante ainsi qu'à participer à la vie sociale et culturelle.

Afin de garantir ces droits, la **stratégie européenne pour l'emploi (SEE)** favorisera la formation continue et la flexibilité du travail. Les politiques de protection sociale trouveront des moyens d'inverser la tendance à la retraite anticipée et de développer des systèmes de retraite améliorés et plus flexibles. L'UE investit dans la santé et la recherche médicale, et la lutte active contre la discrimination et l'exclusion continue.

Le **programme-cadre de solidarité et de gestion des flux migratoires 2007-2013** poursuit plusieurs buts. L'un d'eux est d'intégrer les immigrés légaux au sein de la société. Il prévoit de le faire par le biais du **Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers** qui contribue aux programmes d'introduction, augmente la participation des immigrés dans leur société d'accueil et renforce la capacité des organisations nationales pour qu'elles puissent répondre aux besoins des différents groupes et garder un œil sur l'évolution de la situation en aidant les pays européens à évaluer leurs politiques d'intégration. Ce fonds représente 1,8 milliard d'euros et fait partie intégrante du FSE.

Préserver les citoyens de la pauvreté est aussi une priorité de l'UE qui tient à s'assurer que personne n'est laissé de côté ou abandonné par la société. Dans tous les pays de l'UE, le chômage des jeunes, surtout au sein des familles immigrées, est deux fois supérieur au pourcentage général. Il dépassait tout juste 18 % en 2004. Les jeunes se retrouvent souvent piégés dans un cercle vicieux «bas salaire/pas de salaire». L'UE encourage les pays à offrir plus de formules d'apprentissage ou d'alternatives actives aux personnes qui traversent une



© Gmbis

courte période de chômage. Ces programmes se concentrent souvent sur des régions défavorisées.

La libre circulation des enseignants et des étudiants au sein de l'Europe et la reconnaissance des qualifications constituent une priorité pour faciliter la vie des étudiants. Les programmes comme «**Socrates**», «**Leonardo da Vinci**» et «**Jeunesse**» aident tous les citoyens à obtenir des qualifications.

Nous avons tous le droit d'apporter notre contribution. Pour s'assurer que les personnes handicapées sont aussi complètement engagées dans l'avenir de l'Europe, le plan d'action «**Égalité des chances pour les personnes handicapées**» 2004-2010 vise à supprimer les obstacles environnementaux, techniques et légaux auxquels les personnes handicapées se heurtent, et ce par le biais du FSE et de la stratégie européenne pour l'emploi. Une ligne directrice spéciale de la stratégie explicite son objectif: «Assurer des marchés du travail qui favorisent l'insertion, renforcer l'attrait des emplois et rendre le travail financièrement attrayant pour les demandeurs d'emploi, y compris les personnes défavorisées et les personnes inactives.»

Une loi à l'échelle européenne, la **directive antidiscrimination**, encourage l'implication totale des personnes handicapées dans notre société et établit un cadre général pour un traitement égal sur le plan de l'emploi et de l'occupation.

Faire la différence

Les gouvernements et hommes politiques peuvent identifier des priorités et dégager des budgets pour les concrétiser mais nous pouvons nous aussi agir pour rendre notre société plus juste et nous impliquer davantage ainsi que notre entourage.

Vous pouvez améliorer votre profil professionnel et prendre plaisir à le faire. Les **cours du soir** offrent la possibilité d'acquérir des qualifications supplémentaires et de rencontrer des personnes qui partagent vos centres d'intérêt. **L'apprentissage d'une autre langue** ouvre la porte vers d'autres cultures. Si vous ne souhaitez pas prendre un engagement trop lourd, des cours de conversation sont disponibles dès que vous avez acquis les bases.



N'avez-vous jamais rêvé d'apprendre quelque chose de nouveau? Ou **d'enseigner?** Dans de nombreux pays de l'UE, des programmes d'enseignement de base à l'attention des adultes offrent à la population l'occasion de consacrer du temps à ceux qui ne savent pas lire ou écrire ou ne maîtrisent pas les mathématiques de base. Vous trouverez souvent plus de détails sur ce type de systèmes dans les bibliothèques ou les administrations locales.

Nous pouvons également aider les immigrés à apprendre la langue de leur nouveau pays. Les cours de conversation réunissent les gens et nul besoin d'être un professeur qualifié pour faire bavarder un groupe de personnes rassemblées autour d'une table. Les cours de langue sont souvent offerts gratuitement aux immigrés. Si vous disposez de temps, **proposez de donner des cours de conversation** pour offrir aux gens la chance de mettre en pratique ce qu'ils ont déjà appris dans le cadre de leurs cours de langue plus formels et l'occasion de rencontrer des personnes extérieures à leur propre communauté.

Lancer votre propre société est peut-être plus facile que vous l'imaginez. Si vous avez toujours secrètement rêvé d'être votre propre patron et avez un service à offrir, pourquoi ne pas prendre rendez-vous avec votre banque pour demander conseil. Qui sait, dans cinq ans, vous pourriez être en mesure de proposer du travail à une personne plus jeune ou à quelqu'un qui éprouve des difficultés à trouver un emploi!

Si vous possédez un talent musical, dramatique ou artistique, pourquoi ne pas le mettre une heure par semaine au service d'une maison de retraite, d'une école spéciale ou d'un club de jeunes? Si vous aimez le sport, **pourquoi ne pas lancer un club ou une équipe?** Impliquez votre entourage. Si vous n'êtes pas certain du service que vous pourriez offrir, le simple fait de montrer votre intérêt et d'apporter votre soutien aux activités des travailleurs sociaux les encouragera et valorisera leur travail important, très difficile et souvent oublié.

Vous n'êtes pas très axé sur vos semblables mais aimez les animaux? Vérifiez le tableau d'affichage de votre hôpital. Souvent, les personnes hospitalisées ne savent pas quoi faire de leurs animaux. Le fait d'abandonner un chien, un chat ou un autre compagnon auquel elles tiennent peut être très stressant pour ces personnes déjà fragilisées. Les familles d'accueil sont très appréciées.

Si vous êtes en bonne santé, estimé de vos collègues, amis et proches, si vous disposez d'une place au sein de la société, de temps et avez la chance de vous sentir bien dans votre monde, tendez la main et aidez une autre personne à en faire autant.





Pauprété mondiale

Comblar le fossé



«Éradiquer la pauprété n'est pas un geste de charité mais un acte de justice. C'est la protection d'un droit fondamental, le droit à la dignité et à une vie décente.»

Nelson Mandela

La pauprété extrême, définie comme le fait de devoir vivre avec moins d'un dollar par jour, affecte plus d'un milliard de personnes dans le monde en développement, soit un sixième de la population mondiale. Le fait que ces personnes vivent sur un autre continent ne signifie pas que nous ne pouvons rien faire pour améliorer leur situation.

La mondialisation nous a rapprochés, reliant des citoyens des quatre coins du monde par le biais de décisions, de politiques et de pratiques mondiales. Mais ses avantages n'ont pas toujours été répartis en parts égales. Au contraire, les disparités en matière de richesse et de pouvoir ont empiré.

Situation sur le terrain

Un fermier de Zanzibar incapable de garder son troupeau de bétail infecté par des mouches tsé-tsé; un ouvrier travaillant pour 8 centimes de l'heure dans une usine du Bangladesh, à coudre des perles sur des tutus; un écolier éthiopien marchant plus de quinze kilomètres par jour pour rapporter de l'eau... Des modes de vie différents,



des cultures différentes, mais tous sont confrontés au même défi: survivre, envers et contre tout.

Ces histoires individuelles à fendre le cœur composent une image mondiale dans laquelle la faim et la malnutrition constituent les principaux risques sanitaires puisqu'elles tuent plus que le sida, le paludisme et la tuberculose réunis. 25 % des habitants d'Afrique subsaharienne souffrent de la faim. Les enfants qui atteignent l'âge de cinq ans y sont considérés comme chanceux car 11 millions d'enfants par an décèdent plus tôt.

De plus, alors que les ménages des pays industrialisés consomment jusqu'à 50 litres d'eau par jour rien qu'en tirant la chasse de leurs toilettes, plus d'un milliard de personnes n'ont même pas accès aux 20 à 50 litres d'eau potable considérés comme indispensables à la satisfaction des besoins de base en matière de boisson, de cuisine et d'hygiène. Les maladies associées à ce phénomène, les installations sanitaires inadaptées et le manque d'hygiène tuent des milliers de personnes chaque jour.

La pauvreté mondiale touche principalement les régions rurales: les revenus de misère de 75 % des personnes en situation de pauvreté extrême dépendent de ressources naturelles constamment épuisées. Ces cinquante dernières années, plus de 25 % des 8,7 milliards d'hectares dédiés à l'agriculture, aux pâturages, aux forêts et aux bois ont été détériorés. C'est une très mauvaise nouvelle, à la fois pour les personnes pauvres et pour leur environnement. Mais il y a aussi une bonne raison de se réjouir: la pauvreté peut être éradiquée.



© UE

Le saviez-vous?

En 2006, l'aide européenne a atteint environ 48 milliards d'euros, soit presque 100 euros par citoyen.

Actions de l'UE

L'UE considère la coopération au développement comme la solution au problème de la pauvreté mondiale et collabore tant avec des acteurs internationaux (Nations unies, Organisation mondiale du commerce, organisations financières internationales) que régionaux (en Afrique, en Amérique latine, dans les Caraïbes et dans le Pacifique) afin de réagir efficacement aux nombreux défis auxquels les plus pauvres sont confrontés.

Elle s'est fermement engagée vis-à-vis des huit objectifs du Sommet du millénaire organisé par l'ONU en 2000, qui doivent être atteints



© CE

à l'horizon 2015. Ces objectifs du millénaire pour le développement visent à :

- Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim.
- Assurer l'éducation primaire pour tous.
- Promouvoir l'égalité des sexes.
- Réduire la mortalité infantile.
- Améliorer la santé maternelle.
- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.
- Assurer un environnement durable.
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Au **Sommet mondial pour le développement durable** de 2002 à Johannesburg, l'UE a lancé deux initiatives conçues pour garantir des réserves d'eau et d'énergie, composantes essentielles de la réduction de la pauvreté. La première initiative, **«De l'eau pour la vie»**, a pour objectif de réduire de moitié le nombre de personnes privées d'eau potable et d'installations sanitaires appropriées d'ici à 2015. La seconde initiative, **«Énergie pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable»**, cherche à attirer de la part du secteur privé et des institutions financières de nouvelles ressources en termes de capitaux, de technologie et de ressources humaines.

Le commerce constitue aussi une composante essentielle de la croissance. Dans le cadre de l'accord de Cotonou, d'application jusqu'en 2020, l'UE collabore avec des **pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique** pour permettre leur intégration progressive au sein de l'économie mondiale. Une série d'accords basés sur un renforcement de la coopération économique, un dialogue politique institutionnalisé et des relations commerciales a été conclue avec **l'Amérique latine**. L'UE est désormais le premier investisseur étranger en Amérique latine et son deuxième partenaire commercial. L'UE fournit un tiers de l'aide totale apportée à **l'Asie**, continent de deux tiers des personnes



les plus pauvres au monde. L'objectif général de l'UE est d'augmenter le volume de l'aide aux pays en développement à 0,7 % du revenu national brut de ses membres d'ici à 2015.

L'allègement de la dette figure également en bonne place dans l'agenda européen. L'UE est un acteur important dans le cadre de l'initiative de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international visant à annuler la dette des pays pauvres. Jusqu'à présent, 18 pays ont vu l'intégralité de leur dette annulée, parmi lesquels la Bolivie, Madagascar, la Tanzanie et l'Ouganda.

Faire la différence

Si les politiques nationales dédiées à l'éradication de la pauvreté sont déclinées par les gouvernements, chacun de nous peut faire la différence.

Vous pouvez apporter votre contribution en achetant tout en faisant des dons. En effet, la **mercatique éthique** rassemble des entreprises à but lucratif et des associations sans but lucratif dans une situation de double gain. L'initiative «Product RED» permet par exemple de collecter des fonds pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme via plusieurs marques connues.

Vous pouvez également faire la différence dans votre épicerie locale, en choisissant parmi les 500 **produits issus du commerce équitable**. Ce geste simple aura une grande portée puisqu'il garantit un salaire équitable aux producteurs.

Pour soutenir une bonne cause sans dépenser un centime, vous pouvez aussi recourir aux **opérations bancaires éthiques**. En Europe, ce système gagne actuellement en popularité.

Si vous avez de l'argent à investir, où que vous soyez en Europe, demandez à votre banque ou à votre conseiller financier comment faire fructifier votre argent tout en l'utilisant pour lutter contre la pauvreté mondiale. Si vous préférez faire un don, nombre de pays européens accordent des **avantages fiscaux** en cas de dons caritatifs.

Si vous n'aimez pas l'idée de faire un don parce que vous avez le sentiment de ne pas savoir où va votre argent, de nombreux systèmes proposent de **parrainer un enfant en particulier**. Les donateurs reçoivent régulièrement des nouvelles de l'enfant qu'ils aident ainsi que des photos et des lettres.



Les bonnes causes ne manquent pas. Il existe ainsi des œuvres caritatives qui contribuent aux revenus de petits fermiers par le biais de l'agriculture durable, dans des pays aussi lointains que le Laos et le Nicaragua.

Pour une touche plus personnelle, vous pourriez aider votre enfant à trouver un correspondant de son âge vivant dans un pays en développement. Choisissez un pays qui partage votre langue ou profitez de cette occasion pour améliorer les compétences linguistiques de votre enfant. Appelez le service des renseignements internationaux et demandez le numéro d'une école dans une ville donnée du pays en question. Votre enfant peut peut-être aussi impliquer ses amis ou expliquer son projet à ses professeurs pour faire participer la classe. Un simple coup de téléphone suffit pour lancer au mieux une amitié à vie et au moins une expérience formatrice. Comblons le fossé.

Autre suggestion, si vous n'avez aucune idée de ce que vous souhaitez recevoir pour votre prochain anniversaire ou pour Noël, demandez une ruche ou une chèvre. Pas pour vous! Certains systèmes caritatifs permettent d'acheter des animaux d'élevage pour des familles de pays en développement.

“ Les arbres et les abeilles que vous nous avez offerts ont changé nos terres, notre air et notre sol. Notre vie est métamorphosée! ”

Zahara Bekre,
forêt Kabso Takuma,
Éthiopie





Politiques transversales

Transformer le rêve en réalité



L'UE vise la croissance économique, des emplois plus nombreux et de meilleure qualité ainsi qu'une plus grande cohésion sociale, mais d'une façon qui protège notre monde pour les générations futures.

Arrêter la discrimination, protéger les ressources naturelles, s'attaquer aux problèmes d'immigration et de pauvreté mondiale, produire en respectant l'environnement... Des lois sont adoptées et des programmes conçus pour réaliser chaque objectif de la stratégie européenne pour le développement durable.

Quatre méthodes transversales sont utilisées pour concrétiser les différents idéaux abordés dans cette brochure: l'éducation, la recherche, la communication, pour motiver la population et s'assurer du bon fonctionnement des programmes, et le principe du pollueur payeur. Il faut changer la façon dont nous achetons et produisons. Or, nous pouvons encourager des habitudes plus respectueuses de l'environnement par le biais de mesures d'incitation fiscale. Des prix qui reflètent le coût environnemental réel d'un produit aideront le consommateur à faire les bons choix.



Éducation — Partager les connaissances

Tous les programmes, politiques et initiatives exposés jusqu'ici reconnaissent qu'aucun progrès ne peut être réalisé sans l'aide d'une population éduquée. L'éducation nous offre les moyens de faire face à ces défis et les compétences indispensables pour rendre la croissance de l'Europe durable.

Quand nous pensons à l'éducation, nous avons tendance à nous rappeler nos années d'école. Mais il s'agit d'une question bien plus vaste qui couvre le partage des connaissances à tous les niveaux et dans tous les domaines. Les connaissances techniques partagées pour conserver une position concurrentielle; les connaissances scientifiques pour rester en bonne santé; les technologies de l'information qui touchent même des communautés lointaines, les faisant entrer en contact avec des personnes et des concepts des quatre coins de l'Europe; les écoliers qui poursuivent leurs études jusqu'au niveau universitaire; la formation continue; les entreprises éduquées en matière de choix durables sur le plan environnemental... Tous ces aspects relèvent du partage des connaissances.

La durabilité consiste à utiliser nos ressources afin de permettre aux générations futures d'en profiter aussi. Ce concept n'est pas seulement lié aux ressources naturelles mais aussi aux ressources humaines, c'est-à-dire la population européenne. L'éducation est un moyen de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes ou les groupes minoritaires et les autres citoyens. C'est l'œuvre de toute une vie. L'époque où l'apprentissage et la formation s'arrêtaient à l'obtention du diplôme universitaire est révolue. Désormais, l'accent est mis sur le fait d'aider les citoyens à stimuler leurs connaissances et compétences tout au long de leur vie.

Actions en cours

En février 2001, l'UE a lancé **Éducation et formation 2010**. Les ministres de l'éducation européens ont convenu de trois objectifs concrets pour garantir le développement de la population active qualifiée dont notre avenir dépend: l'ouverture de l'éducation et de la formation sur le monde au sens large, tant le monde du travail que le monde au-delà de l'UE; l'amélioration de la qualité de nos systèmes d'éducation et un accès plus facile à l'éducation.



© Corbis

Ces trois objectifs impliquent une série de mesures. L'ouverture de l'éducation sur le monde souligne par exemple l'importance de l'apprentissage des langues et vise à renforcer les liens avec la vie professionnelle et la recherche.

L'amélioration de la qualité de nos systèmes d'éducation comprend la promotion de programmes d'apprentissage flexibles pour aider les citoyens à poursuivre leur éducation tout en travaillant. La définition des compétences de base doit être actualisée à la lumière de notre monde en constante évolution.

L'accès à l'éducation à tout âge requiert un changement au niveau de la structure des systèmes. Il convient de se demander s'il est facile de



passer d'une qualification à l'autre, si tous les chemins permettent à l'apprenant de poursuivre sa formation ou s'ils le poussent à abandonner. Cela souligne aussi que l'éducation est entre les mains de la société et devrait nous aider à construire celle que nous désirons.

Recherche

Nous sommes tous confrontés à un défi: nous assurer que notre mode de vie européen et ses bonnes conditions de vie perdurent face à la compétition, sans exploiter ni détériorer le monde qui nous entoure.

Si nous avons tous un rôle à jouer, certains problèmes ne peuvent être résolus que grâce à la science: les sources alternatives d'énergie, les moyens de nourrir la population mondiale, l'accès à l'eau potable pour tous et l'amélioration de la communication. La réalisation de ces objectifs, et d'autres encore, est entre les mains de notre communauté scientifique.

Actions en cours

Alors que les scientifiques cherchent des solutions au problème fondamental de la découverte de sources d'énergie propres et renouvelables et que l'Europe est confrontée aux défis de la mondialisation, de l'immigration, du chômage et du vieillissement de la population, l'UE exploite tous les moyens possibles pour assurer notre avenir:

50 milliards d'euros ont été dégagés pour le **septième programme-cadre** qui sera d'application jusqu'en 2013 et vise à:

- Prendre la tête dans des domaines scientifiques et technologiques clés.
- Stimuler la créativité et l'excellence au niveau de la recherche européenne.
- Développer et renforcer le potentiel humain de la recherche européenne.
- Améliorer la capacité de recherche et d'innovation dans toute l'Europe.

La communication des résultats et le réseautage des scientifiques constituent également un point central. Le développement d'un Espace euro-



© Corbis



peén de la recherche est en cours afin de garantir le partage efficace des idées et résultats dans toute l'UE. Les scientifiques doivent pouvoir circuler librement dans l'Union et avoir accès aux meilleurs réseaux de communication. Pour les aider à repousser les frontières de la connaissance, des institutions de recherche seront mises sur pied, exploitant des partenariats public-privé.

L'UE encourage également le réseautage et les échanges entre les universités et les écoles supérieures de l'Union et celles d'autres pays.

Utiliser l'économie pour changer les choses

Les écotaxes peuvent inciter les citoyens à acheter des produits fabriqués de façon responsable et réduire les dépenses liées à la production néfaste à l'environnement. C'est une façon d'utiliser l'économie pour faire changer les choses. Actuellement, le prix des produits que nous achetons ne reflète en rien leur coût réel en termes de dégâts environnementaux. Mais le marché peut être utilisé en faveur de l'environnement.

L'utilisation des forces du marché pour stimuler le développement durable constitue un élément essentiel de cette stratégie. Mais le financement public a aussi un rôle à jouer et l'argent de l'UE devrait être canalisé de façon optimale afin de promouvoir le développement durable, objectif affirmé de la stratégie.

Actions en cours

Un passage progressif des taxes sur le travail aux taxes sur la pollution, l'énergie et les ressources peut stimuler l'emploi, l'éco-innovation et la protection de l'environnement. La croissance économique peut être renforcée par une adaptation des prix, afin que nous payions le vrai coût social, environnemental et économique de la production de l'objet ou de la fourniture du service.

L'UE pense de façon créative et collabore avec les gouvernements nationaux pour développer des écotaxes. Au niveau des subventions agricoles, l'accent est passé de la production à l'intendance: les fermiers bénéficieront d'aides pour s'occuper de leurs terres, ce qui fait aussi basculer les charges fiscales du travail sur la consommation.

Selon la **nouvelle directive sur la fiscalité de l'énergie**, les pays de l'UE ont le droit d'offrir aux entreprises des réductions d'im-



pôts spéciales en échange d'émissions réduites de pollution et gaz nuisibles. Elle taxe des sources d'énergie comme l'électricité et des carburants tel le charbon, ce qui encourage les utilisateurs à se concentrer sur l'efficacité énergétique, soit consommer moins en vue de réduire les coûts fiscaux. Les entreprises investissant dans l'utilisation efficace de l'énergie peuvent se faire rembourser certaines taxes, ce qui constitue une motivation supplémentaire.

Taxer la consommation d'énergie au lieu des revenus individuels et vendre le droit d'émettre des gaz à effet de serre — deux armes clés dans la lutte contre le changement climatique, qui reposent sur un principe commun important: pollueur payeur.

Le fait que le pollueur paye fonctionne à deux niveaux: le gaspillage et les comportements qui portent atteinte à l'environnement sont pénalisés de sorte que les gens sont encouragés à rechercher des alternatives et, ce faisant, la pollution qu'ils produisent remplit les caisses publiques. Ces recettes peuvent ensuite être réinvesties dans la recherche ou utilisées pour financer des projets.

Aux quatre coins de l'Union, des pays appliquent ce principe de diverses façons: le Danemark et la Finlande taxent les pneus, le Danemark, l'Islande et l'Italie les sacs en plastique, la France le papier et le carton.

Si les pays trouvent des moyens de limiter la pollution et d'augmenter les recettes qu'elle génère, les entreprises et organisations planchent elles aussi sur des pratiques durables. Le principe du pollueur payeur se généralise à mesure que les entreprises se retrouvent soumises à la pression des consommateurs et que la législation devient plus verte. Certaines ouvrent la voie, changeant volontairement la façon dont elles gèrent leurs affaires.

Le fait de payer pour les émissions produites gagne en importance pour le monde des affaires. S'il arrive parfois d'entendre les mots «titres compensatoires de carbone» ou «systèmes d'échange de carbone», ce sera de plus en plus souvent le cas à l'avenir. En faisant payer la production de carbone, on met ce gaz à effet de serre sur le même pied que tout autre produit. Vous payez une certaine somme pour avoir le droit de produire une certaine quantité.



© CE

L'argent provient directement de l'UE par le biais de programmes de financement comme «LIFE+», d'application jusqu'en 2013. Avec un budget d'environ 2 milliards de dollars, ce système cofinance des initiatives environnementales au sein de l'Union et dans certains pays limitrophes. Il englobe divers programmes sous une série de règles uniques. La prise de décision gagne en efficacité et l'ensemble de la procédure en transparence. 20 à 25 % de l'argent sera consacré à la sensibilisation de l'opinion publique aux problématiques du développement durable.

Vu l'ampleur des budgets, les financements de l'UE doivent être canalisés pour garantir leur affectation à la promotion du développement durable. Pour maximiser leur potentiel, les pays de l'UE et la Commission coordonneront diverses politiques comme celles liées à la cohésion et à l'agriculture, au développement rural ou encore à la recherche et au développement technologique.

D'ici à 2008, la Commission travaillera également à un plan pour la réforme des subventions qui ont un impact négatif considérable sur l'environnement afin de les supprimer progressivement. Certains secteurs, comme celui de l'agriculture, bénéficieront de financements qui régénéreront les communautés rurales tout en protégeant les terres qu'elles exploitent.



Informer et motiver

Cette brochure fait partie intégrante de la campagne européenne visant à utiliser tous les moyens disponibles pour faire passer le message du développement durable. La Commission vise entre autres à expliquer ce qu'il convient de faire et les actions entreprises par l'UE pour relever les défis ainsi qu'à motiver la population à travailler pour atteindre les buts qui profiteront à tous.

Actions en cours

La **campagne des villes européennes durables** est composée d'un groupe de gouvernements locaux ayant pour but d'établir des villes prospères, créatives et durables, au sein desquelles chaque individu a un rôle précieux à jouer. Ils ont signé à cette fin les **engagements d'Aalborg** et l'UE espère bientôt compter parmi les signataires les pays dont les gouvernements locaux ne sont pas encore impliqués.

Ces engagements comprennent, par exemple, la garantie d'un accès équitable aux ressources naturelles, ce qui englobe l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'air ainsi que la création de parcs et de jardins. Un autre engagement consiste à améliorer la mobilité et limiter la circulation en promouvant les transports publics. La santé et l'équité sociale figurent aussi sur la liste.

Cette campagne rassemble des autorités européennes de tous les niveaux. Les partenaires partagent des informations sur ce qui fonctionne ou non. La municipalité de Barcelone collabore donc avec l'Union des villes baltes afin d'essayer de trouver des solutions aux défis rencontrés pour faire du développement durable une réalité.



© UE

La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) organisée en 1992 à Rio a également formulé une proposition d'action. Le programme **«Action 21»** présente un plan d'action complet pour atteindre les objectifs liés au développement durable. Des pays de toute l'Europe s'impliquent et l'UE espère qu'ils seront encore plus nombreux à adopter le programme **«Action 21»**, devenir signataires des engagements d'Aalborg et participer à la campagne des villes européennes durables.

Soulignant la nécessité de faire passer le message pour motiver les gens, **l'effort de communication accru**, a inspiré la création du



prix «RegioStars» récompensant les meilleurs projets dans le domaine de la modernisation économique. Proposé par la Commission en 2006, il s'agit d'un prix lancé par l'UE pour motiver la population et mettre l'accent sur les objectifs du développement durable.

Les journées portes ouvertes comme celles de la **Semaine annuelle des régions et des villes** sont un autre moyen utilisé par l'UE pour s'adresser aux citoyens et faire passer le message de la durabilité. Cet événement rassemble des milliers de personnes représentant des projets de développement des quatre coins de l'Europe.

Mais seule une poignée de la population européenne fait partie de l'UE elle-même. Atteindre tous les citoyens et les informer, voilà l'objectif de **2010 — Une société européenne de l'information pour la croissance et l'emploi**. Lancée en juin 2005, cette initiative s'articule autour de lois conçues pour s'assurer que chacun soit inclus dans une société basée sur l'utilisation généralisée des technologies de l'information et de la communication (TIC). Des vitesses de connexion qui font entrer les technologies numériques à la maison, des démarches pour réduire la fraude sur internet, le développement et la promotion de systèmes compatibles et transfrontaliers maintenant le contact entre les gens... Tous ces éléments et bien d'autres encore font partie intégrante de cette initiative de l'UE.

Que ce soit en invitant les citoyens dans ses bâtiments pour voir ce qui s'y passe, en remettant des prix pour l'économie novatrice axée sur la durabilité ou en s'assurant que les Européens puissent être au courant des meilleures pratiques dans ce domaine, l'UE fait passer le message.

Les entreprises aussi prennent conscience de leur responsabilité, comme en atteste par exemple le groupe UE-chefs d'entreprise sur le changement climatique. Ce groupe, mis sur pied à l'initiative de plusieurs dirigeants d'entreprise, s'efforce de collaborer avec l'UE pour promouvoir une économie à faibles émissions de CO₂ tout en améliorant les perspectives de croissance et de compétitivité. Il compte atteindre ces buts en identifiant les conditions nécessaires pour atteindre les objectifs liés à la réduction des gaz à effet de serre, en mettant en œuvre des mesures efficaces de réduction des émissions et en recherchant des opportunités professionnelles dans le domaine des technologies sobres en carbone.





Mise en œuvre et suivi

Maintenir le cap



Les principes d'ouverture, de participation, de responsabilité, d'efficacité et de cohérence sont au cœur de la façon dont l'UE gère ses politiques. Mais il existe une autre composante essentielle au fonctionnement de la stratégie pour le développement durable: la surveillance.

Au vu de la diversité des programmes et lois en vigueur en Europe et puisque des actions sont entreprises par des gens de tous horizons — citoyens, entreprises, gouvernements régionaux et nationaux et l'UE elle-même — il est plus important que jamais de savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Actions de l'UE

Les problématiques soulevées dans le cadre de la stratégie pour le développement durable ne sont plus uniquement débattues par les responsables de la politique environnementale. Désormais, ce thème est au cœur du processus décisionnel européen et les chefs d'État ou de gouvernement suivent la situation de près afin de s'assurer que la stratégie reste sur la bonne voie. La Commission européenne examine régulièrement la façon dont les politiques se déroulent. Depuis l'automne 2007, elle publie un rapport d'étape biennal montrant clairement et concrètement ce qui fonctionne ou non et la façon dont il convient de s'y prendre pour que la stratégie reste actualisée et efficace. C'est sur ce document que reposent les discus-



sions du Conseil européen de décembre, à l'occasion duquel la marche à suivre est définie.

Le rapport intermédiaire de la Commission analyse la façon dont les politiques fonctionnent ainsi que les résultats des pays individuellement et propose des pistes quant aux étapes suivantes. Les données collectées par Eurostat, qui surveille régulièrement les progrès réalisés en matière de développement durable en Europe, sont l'une des sources d'informations utilisées pour établir ce document.

En matière de suivi des progrès, la première étape consiste à se faire une idée claire de ce qui doit être mesuré et de s'assurer que les chiffres sont comparables entre les pays et dans le temps: comparer des éléments de même nature.

Eurostat a développé à cet effet une série d'indicateurs qui font régulièrement l'objet de rapports. Vous trouverez le rapport 2007 d'Eurostat sur les indicateurs du développement durable sur le site: <http://ec.europa.eu/sustainable/>.

Les indicateurs peuvent être mesurés clairement à travers l'Union, révélant ce qui se passe sur le terrain. À titre d'exemple, le principal indicateur du thème de la santé publique est le nombre d'années de vie en bonne santé, par sexe. La mesure de ce facteur à travers l'UE montrera où nous en sommes actuellement et, grâce à une collecte de données régulière, si la situation connaît une évolution positive ou négative. Mais il ne s'agit que d'un indicateur très général. Il existe une gamme d'autres indicateurs reflétant plus en détails la complexité de la situation, comme les facteurs qui influencent l'état de santé, tels l'obésité et le tabagisme, l'exposition aux polluants et la production de substances chimiques toxiques. Certains indicateurs seront développés plus avant et de nouveaux indicateurs seront créés grâce aux idées des États membres.

Les informations d'Eurostat sont actualisées régulièrement et mises à votre disposition sur internet. Elles vous donneront une idée des progrès réalisés à travers l'Union vis-à-vis des objectifs liés au développement durable.

Le Parlement européen a un rôle à jouer, en partageant ses opinions, en coopérant avec le Conseil et la Commission et en collaborant avec les parlements nationaux. Le Comité économique et social (CESE) et le Comité des régions (CdR) apportent également leur contribution.



Actions des pays de l'UE

Les États membres de l'UE ont désigné des représentants qui se réunissent régulièrement au sein du groupe de coordinateurs «développement durable» présidé par la Commission européenne afin de débattre des progrès réalisés au niveau de la stratégie. Tous les deux ans, ils fournissent également les informations nécessaires sur les progrès accomplis dans le cadre de leurs stratégies nationales de développement durable conçues à la lumière de la stratégie révisée de l'UE. Cette méthode garantit la complémentarité des objectifs du pays en question et de l'ensemble de l'Union.

Le réseau européen de développement durable (ESDN) constitue un autre niveau d'expertise. Il s'agit d'un réseau informel d'administrateurs publics et d'autres experts, qui traite des stratégies de développement durable en Europe.

Les États acceptent en outre que d'autres pays passent en revue leurs stratégies de développement durable et analysent la façon dont ils travaillent sur le terrain. Cette démarche vise à s'enrichir mutuellement en examinant les réussites des autres. D'ici à 2011, le Conseil européen déterminera le moment où sera lancé le prochain bilan complet de la stratégie.

Commission européenne

Un avenir durable entre nos mains

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2008 — 79 p. — 14,8 × 21 cm

ISBN 978-92-79-07275-8